MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1727 **18 juillet 2013**

SOMMAIRE

ABL Patent Licensing Technologies S.à r.l. 82896
Adnes S.A. 82858
Almacantar Kingsway S. à r.l. 82896
ArcelorMittal Sourcing 82896
Falcon MULTILABEL SICAV 82884
FCS Gestion GP, S.à r.l. 82894
KHB Bahnhofstrasse 15-17 Beteiligung S.à r.l. 82894
Lexington VII Holdings Luxco S.à r.l. 82859
Linamar Holdings Hungary Ltd., Luxembourg Branch 82851
Lion/Niagara Luxembourg II 82850
Lion/Niagara Luxembourg II 82851
Lux Editions.Lu S. à r.l. 82852
Macrosoft Investholding S.à.r.l. 82858
Magna Financing Luxembourg Canada Limited - Luxembourg Branch 82859
Marienfeld Leasing (Lux) S.à r.l. 82852
MDO Services 82850
Metallum Holding S.A. 82853
Métaux Précieux Industries Sàrl 82850
Milano Investments S.à r.l. 82850
Mimoge Sàrl 82853
Mongolian Resources Corporation S.à r.l. 82858
Monterey Finance Sàrl 82854
Morgan Stanley Global Reinsurance S.A. 82857
Morgan Stanley Luxembourg Financing II S à r.l. 82852
Morgan Stanley Luxembourg Financing I S à r.l. 82851
Moulton Trust S.à.r.l. 82857
Musashi S.A. 82857
Naya Luxco S.à r.l. 82891
NEP Timotejen S. à r.l. 82852
Nestlé Finance International Ltd. 82860
Neuvimmo S.A. 82855
Neuvimmo S.A. 82852
Nici Investments S.A. 82854
Night Networks S.A. 82854
Nilrac Investments S.à r.l. 82854
Noir & Mat Immo S.A. 82855
Nord Lounge S.A. 82860
RBR Funds 82885
Redline Capital Partners 82859
Reed & Simon International S.A. 82853
RPO GP S.à r.l. 82885
SAC Portfolio Immobiliare Luxembourg S.à r.l. 82855
Salika International S.A. 82856
Sammy Jewels S.àr.l. 82862
SER Alliance S.à r.l. 82861
SER Alliance S.à r.l. 82857
SER Holding S.à r.l. 82862
SGG S.A. 82860
Sofie S.à r.l. 82853
Sol & Style S.à.r.l. 82861
Spectra-Physics AB, Luxembourg Branch 82862
Strange GmbH 82860
Sud Viandes S.à r.l. 82856
SunEd Reserve Luxco Holdings II 82856
Sunrise Global S.A. 82855
Swiss World Invest 82859
Synergie Travail Temporaire S.à r.l. 82856
Tiago Berlin Property S.à r.l. 82861
Tishman Speyer Lumiere Holdings II S.à r.l. 82862
TransAtlantic Partner S.à r.l. 82851
TS Koenigsallee Holdings LP S.à r.l. 82891
Uniborc S.A. 82863

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

MDO Services, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 96.744.

—

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 31 mai 2013

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler les mandats d'administrateur de Monsieur Géry DAENINCK, Monsieur John LI HOW CHEONG, Monsieur Martin VOGEL, Monsieur Garvan Rory PIETERS et Monsieur Yves WAGNER, ceux-ci viendront à échéance à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se déroulera en 2014.

L'Assemblée Générale a également décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprise Ernst & Young S.A. venant à échéance à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se déroulera en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2013.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013072081/17.

(130088653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

MPI, Métaux Précieux Industries Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6492 Echternach, 2, rue Thoull.

R.C.S. Luxembourg B 124.150.

—

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31/05/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013072060/12.

(130088418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Milano Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 117.787.

—

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Soak Trust S.A.

Signature

Référence de publication: 2013072065/12.

(130088940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Lion/Niagara Luxembourg II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 205.404,63.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.652.

—

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2013.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013072038/13.

(130089190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Lion/Niagara Luxembourg II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 205.404,63.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.652.

—

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2013.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013072039/13.

(130089191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Linamar Holdings Hungary Ltd., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 135.570.

—

FERMETURE DE SUCCURSALE

Suite à la mise en liquidation volontaire de la société Linamar Holdings Hungary Vagyonkezelö Kft. (ci-après la «Société») en date du 21 mai 2013, la société Linamar Financial Sàrl, associé unique de la Société a décidé de clôturer en date du 21 mai 2013 la succursale luxembourgeoise de la Société Linamar Holdings Hungary Ltd., Luxembourg Branch, établie au L-2310 Luxembourg, 16 avenue Pasteur, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.570.

Luxembourg, le 4 juin 2013.

Pour Linamar Holdings Hungary Ltd., Luxembourg Branch

Référence de publication: 2013072036/15.

(130088652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Morgan Stanley Luxembourg Financing I S à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.169.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.

Peter Diehl

Gérant

Référence de publication: 2013072069/12.

(130089208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

TransAtlantic Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 90.477.

—

Par la présente, je vous informe démissionner avec effet au 28 mai 2013, des fonctions de gérant de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, TRANSTLANTIC PARTNER SARL,

Établie et ayant son siège social à L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener,

Constituée en date du 4 décembre 2002 par devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre Dame,

Et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B.90477

Monsieur Peter BROWN.

Référence de publication: 2013072236/14.

(130088692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Lux Editions.Lu S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9011 Ettelbruck, 186, rue de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 105.629.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013072056/11.

(130089073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Morgan Stanley Luxembourg Financing II S à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.167.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.
Peter Diehl
Gérant

Référence de publication: 2013072070/12.

(130089209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Marienfeld Leasing (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 129.935.

—

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013072063/11.

(130089167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

NEP Timotejen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 138.188.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013072104/10.

(130088731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Neuvimmo S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 53.538.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013072107/10.

(130088481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Metallum Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.635.

—

Par résolution circulaire, Monsieur Patrick VERSCHELDE, administrateur de classe C, a été nommé Président du Conseil d'Administration en place de Monsieur Olaf Kordes, administrateur de classe A, avec effet au 1 er janvier 2013.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Pour: Metallum Holding S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Hélène Schorr / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013072084/15.

(130088161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Mimoge Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 125, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 38.424.

—

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 30 mai 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de:

- La société à responsabilité limitée MIMOGE SARL (RCS B38.424), avec siège social à L- 4041 ESCH-SUR-ALZETTE, 125, rue de l'Alzette,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné liquidateur Maître Maïka SKOROCHOD, avocat, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au Greffe du Tribunal de Commerce avant le 21 juin 2013.

Pour extrait conforme

Maître Maïka SKOROCHOD

Le liquidateur

Référence de publication: 2013072090/19.

(130088859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Reed & Simon International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7A, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 80.978.

—

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013072170/10.

(130088522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Sofie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 125.290.

—

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013072180/10.

(130088716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Night Networks S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, um Klaeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 93.083.

—

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/06/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013072109/12.

(130089039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Nici Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 121.785.

—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires du 31 mai 2013.

L'assemblée générale des actionnaires décide de révoquer le mandat du commissaire aux comptes de la société AUDIT & CONSULTING SERVICES SARL, Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège social au 9-11, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 151.342 avec effet à la date de la présente assemblée.

L'assemblée générale des actionnaires décide de nommer le Commissaire aux Comptes suivant pour la période expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014:

CO.MO.I. CORPORATE ADVISORY SUISSE SAGL, Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège social 1, Via Ferruccio Pelli, CH 6901 Lugano, Suisse, inscrite au Registre de Commerce du Canton du Tessin sous le numéro CH-501.4.011.122-8.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NICI INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013072108/19.

(130088466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Nilrac Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.894.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NILRAC INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013072110/11.

(130088541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Monterey Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 143.566.

—

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013072092/12.

(130089027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Neuvimmo S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 53.538.

—

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal des résolutions de l'actionnaire unique tenue en date du 3 juin 2013 que:

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de MONTBRUN RÉVISION S.à r.l.:

* Gestman S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 37378 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013072106/15.

(130088480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Noir & Mat Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 133.181.

—

Il résulte d'un Conseil d'Administration réuni le jeudi 30 mai 2013 que le siège social de la société a été transféré à L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

La société prend acte des changements d'adresses des administrateurs et du commissaire aux comptes:

- Monsieur Jonathan BEGGIATO, administrateur, demeurant professionnellement à L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume;

- Maître Jean-Marc ASSA, administrateur, demeurant professionnellement à L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains;

- Maître Valérie DEMEURE, administrateur, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 1, rue J-P Brasseur.

- Le Comitium International SA, RCS B83527, commissaire aux comptes, avec siège social à L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jonathan BEGGIATO

Administrateur

Référence de publication: 2013072112/19.

(130089030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Sunrise Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 145.345.

—

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013072183/10.

(130088573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SAC Portfolio Immobiliare Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 88.509.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013072186/10.

(130088719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Synergie Travail Temporaire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 42, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 49.544.

—

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/06/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013072185/12.

(130088968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SunEd Reserve Luxco Holdings II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 155.728.

—

Extrait des décisions prises par les associées en date du 15 avril 2013

1. Monsieur Daren SCHNEIDER, administrateur de sociétés, né à New York (Etats-Unis d'Amérique), le 21 novembre 1968, demeurant professionnellement à CT 06830 (Etats-Unis d'Amérique), 1, Lafayette Place, Greenwich, a été nommé comme gérant de type A pour une durée indéterminée.

2. Le nombre de gérants a été augmenté de 7 (sept) à 8 (huit).

Luxembourg, le 04.06.2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SunEd Reserve Luxco Holdings II

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013072184/16.

(130089241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Salika International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 138.422.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Référence de publication: 2013072188/10.

(130088700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Sud Viandes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 147.510.

—

AGE _ changement gérant

Suite à une assemblée générale extraordinaire, signée en date du 27 mai 2013, il résulte le changement de la société Sud Viandes Sarl comme suit:

Monsieur FERREIRA DAMASO Simao Pedro, demeurant à L-4777 Pétange, 63 Rue des Romains devient, en date de la présente assemblée, gérant administratif de la société.

Madame PEREIRA DE ALMEIDA Diane, née le 9 mai 1978 aux Ètats Unis d'Amérique, demeurant à L-4170 Esch/Alzette, 26-28 Boulevard Kennedy est nommée en date de la présente assemblée comme gérante technique de la société.

La société est engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Fait à Esch/Alzette, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013072216/16.

(130088641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Morgan Stanley Global Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 33.329.

—

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 31 mai 2013

L'assemblée décide de fixer le nombre d'administrateurs à trois et de nommer Administrateurs les personnes suivantes jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2013:

M. Frank Lagerstedt,

M. Jorge Iragorri,

M. Fabrice Frere.

L'assemblée décide de nommer Deloitte AUDIT, 560 rue de Neudorf L-2220 Luxembourg en tant que réviseur indépendant jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2013.

Pour la Société

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013072093/17.

(130089082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Moulton Trust S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 86.744.

—

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Juin 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2013072094/13.

(130089011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Musashi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 129.379.

—

La Société a été informée par l'administrateur Madame Carina Victoria Billetun de son changement d'adresse située à Linnegatan 71, 114 60 Stockholm, Suède.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013072096/12.

(130088977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SER Alliance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 291, rue du Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 163.232.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.

Patricio Rubinstein

Gérant Unique

Référence de publication: 2013072191/12.

(130089045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Mongolian Resources Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 10.535.200,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 166.888.

—

Il résulte d'un contrat de cession de parts en date du 28 mars 2012 que:

Euro 7 Investment, Eastern Metals LLC, Trade and Development Bank of Mongolia et TDB Capital LLC ont cédé toutes les parts sociales qu'ils détiennent dans la Société, à savoir les 10 515 200 parts sociales à Mongolian Resources Corporation, une société constituée sous le droit des Iles Caïman et enregistrée sous le «Registrar of Companies of the Cayman Islands» sous le numéro 264081 ayant son siège social au Cricket Square, Hutchins Drive, KY-KY1-1111, Grand Caïman.

Par conséquent, les 10 535 200 part sociales de la société sont réparties comme suit:

- Mongolian Resources Corporation . . . . . 10 535 200 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 3 juin 2013.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013072067/19.

(130088745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Macrosoft Investholding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 81.858.

—

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extra-Ordinaire du 28 mai 2013 à 15h30

le siège social et les bureaux sont déplacés vers l'adresse de Jan Herman van Leuvenheim au 16 avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, Luxembourg

à effet du 1 er juin 2013.

L'adresse du gérant unique Jan Herman VAN LEUVENHEIM est au 16 avenue de la Porte-Neuve,

L-2227 Luxembourg, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MACROSOFT INVESTHOLDING Sàrl

J H VAN LEUVENHEIM

Gérant unique

Référence de publication: 2013072071/19.

(130088882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Adnes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 124.738.

—

Par décision du Conseil d'Administration du 13 mai 2013, Monsieur Giuliano BIDOLI, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été coopté au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Gilles ORBAN, démissionnaire.

Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

Luxembourg, le 16 MAI 2013.

Pour: ADNES S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013072389/16.

(130089523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Lexington VII Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 21.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.279.

—

Par résolutions signées en date du 28 mai 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation, avec effet au 30 avril 2013, de la démission de Yves CHERET, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de Classe B;

- nomination, avec effet au 30 avril 2013, de Xavier M. Poncelet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de Classe B, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juin 2013.

Référence de publication: 2013072035/15.

(130088482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Magna Financing Luxembourg Canada Limited - Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 164.603.

—

Les Comptes annuels au 30 June 2012 de la societe Magna Financing Luxembourg Canada Limited, societe de droit etranger (Canadien), ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013072062/11.

(130088312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Redline Capital Partners, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 121.203.

—

Les comptes annuels sociaux de REDLINE CAPITAL PARTNERS, arrêtés au 31 décembre 2012 et dûment approuvés lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 17 mai 2013, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.
REDLINE CAPITAL PARTNERS

Référence de publication: 2013072160/14.

(130089320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Swiss World Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.101.

—

Le rapport annuel au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Swiss World Invest
Société d'Investissement à Capital Variable
RBC Investor Services Bank S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2013072220/13.

(130088739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Nestlé Finance International Ltd., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 7, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 136.737.

—

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 21 mai 2013

En date du 21 mai 2013, le conseil d'administration de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au:

- 7, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg avec effet au 1 er juin 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1 er juin 2013.

Nestlé Finance International Ltd.

Signature

Référence de publication: 2013072098/15.

(130088679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Strange GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 108.622.

—

Extrait des décisions du Conseil d'Administration prises en date du 1 er avril 2013

Le gérant unique a décidé de transférer le siège social de la société du 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 2 rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg avec effet au 1 er avril 2013.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Un mandataire

Référence de publication: 2013072215/14.

(130088900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SGG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 65.906.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SGG S.A.

Signature

Référence de publication: 2013072198/11.

(130088478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Nord Lounge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9233 Diekirch, 37, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.316.

—

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire

S'est réunie le 31 mai 2013,

L'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte de la résolution suivante:

- révoquation de Monsieur José PIRES COELHO, employé, né à Murça (Portugal) le 9 janvier 1977, demeurant à L-9061 Ettelbruck, 37, rue Abbé Joseph Flies, en tant qu'administrateur unique.

- révoquation de la société C.F.N. Gestion S.A., ayant son siège social à L- 9227 DIEKIRCH, 20, Esplanade, en tant que commissaire aux comptes.

- nomination de Monsieur Pauwels DANNY, né le 9 avril 1987 à Ettelbruck, demeurant à 37 rue Principale, L-9806 Hosingen, en tant qu'administrateur pour une durée indéterminée.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- nomination de Monsieur Steve Merges, né le 7 octobre 1988 à Luxembourg, demeurant au 64 grand rue, L-8510 Redange/Attert, en tant qu'administrateur pour une durée indéterminée.

- nomination de Madame Joëlle WURTH, née le 11 août 1961 à Arlon (B) demeurant à L-8521 Beckerich, 27 Huewelerstrooss, en tant qu'administrateur pour une durée indéterminée.

- nomination de Monsieur Pauwels DANNY, né le 9 avril 1987 à Ettelbruck, demeurant à 37 rue Principale, L-9806 Hosingen, en qualité d'administrateur-délégué pour une durée indéterminée.

- nomination la société Compta Services & Partners Sàrl, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B104.830, établi et ayant son siège social à L-8521 Beckerich, 27 Huewelerstrooss, en tant que commissaire aux comptes pour une durée indéterminée.

- la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013072113/28.

(130088956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Sol & Style S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4974 Dippach, 3, rue de Holzem.

R.C.S. Luxembourg B 110.827.

—

RECTIFICATIF

Le rectificatif aux comptes annuels au 31.12.2012 publié en date du 11/04/2013 sous référence L130057181 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013072209/11.

(130088402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SER Alliance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 291, rue du Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 163.232.

—

Suite aux résolutions prises par le gérant unique en date du 3 juin 2013, il a été décidé de transférer le siège social de SER Alliance S.à r.l. au 291, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg.

L'adresse professionnelle de Monsieur Patricio Rubinstein, est également 291, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2013.

Patricio Rubinstein

Gérant Unique

Référence de publication: 2013072190/16.

(130088885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Tiago Berlin Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 176.925.

—

La Société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Patrick MOINET, gérant de la société, au 156, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 3 juin 2013.

Référence de publication: 2013072232/13.

(130088960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

SER Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 291, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 163.210.

—

Suite aux résolutions prises par le gérant unique en date du 3 juin 2013, il a été décidé de transférer le siège social de SER Holding S.à r.l. au 291, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg.

L'adresse professionnelle de Monsieur Patricio Rubinstein, est également 291, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2013.

Patricio Rubinstein

Gérant Unique

Référence de publication: 2013072192/16.

(130088887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Spectra-Physics AB, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 176.281.

—

Extrait des résolutions prises par les gérants de la société en date du 7 mai 2013

1. Les gérants de la Société prennent acte de la démission de Monsieur Laurent GODINEAU de son mandat de gérant de la Succursale, avec effet au 19 avril 2013.

2. Les gérants de la Société décident de nommer, en remplacement de Monsieur Laurent GODINEAU, Monsieur Aidan FOLEY, administrateur de sociétés, né à Port Lairge/Waterford (Irlande) le 8 décembre 1976, demeurant professionnellement au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Succursale avec effet au 20 avril 2013 et pour une durée indéterminée. Il peut valablement représenter la Succursale par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013072181/15.

(130088865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Sammy Jewels S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 41.636.

—

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013. GERARD Rachel.

Référence de publication: 2013072189/10.

(130088627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Tishman Speyer Lumiere Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 627.475,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 114.241.

—

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 mai 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013072234/13.

(130088469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Uniborc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 165.081.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third day of April.

Before Us, Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of UNIBORC S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 165.081 (the Company). The Company was incorporated on 10 November 2011 pursuant to a deed of Maître Francis Kesseler, which deed has been published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Association N°117 of 14 January 2012. The articles of association of the Company have never been amended.

The Meeting elected Pawel Hermelinski, lawyer professionally residing in Luxembourg, as chairman of the Meeting (the Chairman). The Chairman appointed Audrey Cubizolles, lawyer professionally residing in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary). The Meeting elected Anne-Lise Delfanne, lawyer professionally residing in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list established by the members of the Bureau which will remain attached to the present minutes. The attendance list is signed by the proxyholder who represents the shareholders, and the members of the Bureau.

The powers of attorney from the shareholders represented at the present Meeting, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the members of the Bureau, will remain attached to the present minutes.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declared and the Meeting recorded that:

I. It results from the attendance list that the entire share capital of the Company is duly represented at the Meeting. The Meeting therefore waives the convening notices, considers itself as duly convened and declares to have full knowledge of the purpose of the present resolutions and of the agenda of the Meeting which were communicated to it in advance;

II. The Meeting is held in respect of modification to the share capital and the proposed full restatement of the articles of association of the Company; and

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Reclassification of 3,100 class A shares of the Company, held by the B Shareholder (as defined in the articles of association of the Company), to 3,100 class B shares of the Company;

2. Complete restatement of the articles of association of the Company (the Articles);

3. Granting of powers; and

4. Miscellaneous.

IV. After deliberation, the Meeting unanimously adopted the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolved to reclassify 3,100 (three thousand one hundred) class A shares of the Company, held by the B Shareholder (as defined in the Articles), to 3,100 (three thousand one hundred) class B shares of the Company.

Second resolution

The Meeting resolved to fully restate the Articles so that the Articles shall now read as follows:

1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of UNIBORC S.A." (the Company).

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred:

(i) within the boundaries of the municipality of the registered office by a resolution of the Board; and

(ii) outside the boundaries of the municipality of the registered office by a resolution of the General Meeting, adopted in the manner required for amendments of these Articles.

2.2 The Company may set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside the Grand-Duchy of Luxembourg.

3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

4. Corporate purpose.

4.1 The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in the Property Company and directly or indirectly to acquire, develop, build, own, operate, hold, manage, maintain, provide services with respect to, finance, sell, substitute and dispose of (or otherwise deal with) and lease to third parties, the Property and the Project.

4.2 The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in the Company Group.

4.3 The Company may borrow in any form and issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities.

4.4 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

5. Share capital. The share capital of the Company is set at EUR 31,000, represented by 24,800 A shares (the Class A Shares) and 6,200 B shares (the Class B Shares), each Share having a nominal value of EUR 1 (one euro).

6. Shares.

6.1 The Shares shall be in registered form and shall carry the same rights, unless otherwise stated in these Articles.

6.2 A share register will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder of the Company. Such register shall set forth the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number of Shares held by it, the amounts paid in on such Shares, the transfer(s) of Shares and the dates of such transfer(s). The ownership of the Shares will be established by the entry in the share register.

6.3 Certificates of these entries may be issued to the shareholders at their request and such certificates, if any, will be signed by the Chairman of the Board.

6.4 In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

6.5 Upon any exercise of the Call Option, the Class A Shares which are the subject of the Call Option shall automatically convert to Class B Shares prior to the transfer to the beneficiary of the Call Option.

6.6 Without prejudice to article 6.5, upon any exercise of the Call Option, the Shareholders shall convene and attend and vote in favour of such resolutions as may be required in order to implement the Call Option Conversion at, any notarial meeting which may be required in order to implement the Call Option Conversion.

6.7 Without prejudice to articles 6.5 and 6.6, in the event that for whatever reason following the implementation of the Call Option any Class A Shares are held by the beneficiary of the Call Option, such Class A Shares shall be deemed for all purposes to be Class B Shares, and each Article hereunder shall be construed accordingly.

7. Transfers of shares.

7.1 General

7.1.1 The provisions of this article 7 apply in relation to any Transfer, or proposed Transfer, of any Company Interest or any related interest therein unless provided otherwise in these Articles or with the prior written consent of the other Shareholder or if expressly permitted by any agreement entered into between the Shareholders with respect to the Company. For the purpose of this article 7 the term "Shares" shall be deemed to include (i) all the shares of the Company on the date hereof and, from time to time, as a result of capital increase, stock split or combination, reclassification, redenomination, recapitalization, adjustment of par value, exchange or transfer of shares or other similar transaction and (ii) all other types of securities giving access or which may give access in the future to a portion of the Company's share capital (or a portion of the Company's profits or distributable amounts in case of liquidation) or to any voting rights in General Meetings; (iii) preferential subscription rights attached to the Shares and to the securities referred to in sub-paragraphed (ii) above; (iv) voting right certificates, and (v) rights to receive additional Shares, investment certificates or other securities or voting rights certificates free of charge. The term "Company Interest" shall be interpreted accordingly.

7.2 Restriction on Transfer

7.2.1 Except as permitted by this article 7 or with the prior written consent of the other Shareholder or if expressly permitted by any agreement entered into between the Shareholders with respect to the Company or if required from a Shareholder for regulatory reasons under applicable laws, no Shareholder shall, directly or indirectly, until after the first anniversary of the Opening of the Project (the Lock-up Period):

(i) transfer any Company Interest resulting in a transfer of ownership realised free of charge or for consideration in whatever form and for any reason whatsoever, including but not limited to (a) transfers by way of contribution, merger, spin-off, exchange, sale involving repurchase option, loan of securities, transfers on trust or any other similar operations, gift, death, liquidation of a company, community or succession or (b) transfers concerning ownership, beneficial ownership or any other subdivision of ownership rights or other rights connected in particular with the Shares (including as need be the right to vote or collect dividends);

(ii) grant, declare, create or dispose of any right or interest in any Company Interests; or

(iii) create or permit to exist any Encumbrance over any Company Interests or rights therein;

(collectively a Transfer and any reference to the verb "to Transfer" shall be construed accordingly).

7.3 Intra-Group Transfers

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

7.3.1 By exception, a Shareholder may at any time Transfer all or part of the Company Interest held by it to an Affiliate incorporated in the European Union provided that, prior to any such Transfer, the transferee shall agree in writing (i) to be bound and obligated by the terms of any Shareholders Agreement on the same terms as the transferring Shareholder and (ii) not to cease to be an Affiliate incorporated in the European Union of the transferring Shareholder unless, prior to ceasing to be an Affiliate or to be incorporated in the European Union, such Affiliate Transfers all of the relevant Company Interest to the transferring Shareholder or an Affiliate of the transferring Shareholder that satisfies the requirements of this article.

7.4 Right of First Refusal

7.4.1 Following the expiration of the Lock-up Period, save with the consent of the other Shareholder or if expressly permitted under any Shareholders Agreement, should either Shareholder desire to Transfer all, but not less than all, of its Company Interest (the Sale Interest), other than pursuant to article 7.3.1 above, then such Shareholder may do so, subject to complying with this article 7.4 and articles 7.5 to 7.7 below and with any other conditions which may be set forth in any Shareholders Agreement.

7.4.2 Prior to any Transfer of a Company Interest, the transferring Shareholder (the Seller) shall serve a notice (a Transfer Notice) to the other Shareholder (the Recipient) specifying the price (the Transfer Price) and the main terms and conditions at which the Seller proposes selling the Sale Interest.

7.4.3 Upon receipt of a Transfer Notice, the Recipient shall have the right, by sending written notice to the Seller within thirty (30) days after receipt of the Transfer Notice, to purchase all (and not less than all) of the Sale Interest on the terms set forth in the Transfer Notice; if the Recipient fails to notify to the Seller its answer to the Transfer Notice within the thirty (30) days period mentioned above, it shall be deemed to have irrevocably waived its right of first refusal with respect to the notified Transfer and elected not to acquire the Sale Interest.

7.4.4 If the Recipient shall not have elected to acquire all of the Sale Interests on the terms and conditions set out in the Transfer Notice, the Seller shall have the right, within one hundred and eighty (180) days after the Transfer Notice shall have been sent, to transfer all of the Sale Interests to a third party for a purchase price that is no less than the Transfer Price and on such other terms and conditions that are not materially more advantageous to the third party purchaser than those set forth in the Transfer Notice; if such Transfer to a third party cannot be completed within the one hundred and eighty (180) days' period mentioned above, a new Transfer Notice shall have to be duly notified by the Seller to the Recipient.

7.4.5 If the Recipient shall have elected to acquire all of the Sale Interests on the terms and conditions set out in the Transfer Notice, the Shareholders shall conclude the transfer of the Sale Interest within thirty (30) days after the later of (i) the sending of the answer to the Transfer Notice and (ii) the obtaining of all applicable competition and regulatory approvals required under applicable laws for the sale of the Shares pursuant to the Transfer Notice and such approvals being in legal force.

7.5 Regulatory Approvals

7.5.1 If the transfer of the Sale Interests to the Recipient or the third party purchaser pursuant to article 7.4 above is subject to obtaining the approval of any regulatory authority, the period of thirty (30) days referred to in article 7.4.5 above shall, if the relevant approval has not been obtained by the tenth (10th) Business Day prior to the end of such period, be extended so that it expires at the end of the tenth (10th) Business Day after the day on which the last relevant regulatory approval has been obtained.

7.6 Tag-Along right

7.6.1 In the event that the B Shareholder (i) holds less than 49.9% of the total issued and outstanding Shares and (ii) is the Recipient but does not exercise its right to purchase the Sale Interest on the terms set forth in the Transfer Notice in accordance with article 7.4 above, it shall indicate in its answer to the Transfer Notice that shall be notified to the A Shareholder within thirty (30) days after the receipt of the Transfer Notice whether it intends to Transfer its Company Interest to a potential third party purchaser of the Sale Interest simultaneously to the A Shareholder and on the same terms and conditions (a Tag-Along Notice).

7.6.2 If the B Shareholder fails to send to the A Shareholder a Tag-Along Notice within the thirty (30) days period mentioned above, it shall be deemed to have irrevocably waived its tag-along right with respect to the notified Transfer.

7.6.3 If the B Shareholder shall have elected to exercise its tag-along right in accordance with article 7.6.1 above, the A Shareholder shall, no less than five (5) Business Days prior to the closing of the sale of the Sale Interest, disclose to the B Shareholder the identity of the proposed third party purchaser, the proposed purchase price (which shall not be lower than the notified Transfer Price) and the payment terms and ensure that such third party purchaser will (i) purchase the Sale Interest from the B Shareholder under the terms and conditions which are not worse than those agreed between the A Shareholder and such third party purchaser; and (ii) enter into the relevant share purchase agreement with the B Shareholder on the date on which the A Shareholder enters into the share purchase agreement regarding Sale Interest with the third party Seller.

7.7 Drag-Along Rights

7.7.1 In the event that (i) the B Shareholder holds less than 49.9% of the total issued and outstanding Shares and (ii) the A Shareholder receives at any time after the Lock-Up Period, a bona fide written offer from a third party to purchase

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

100% of the Company Interests (a Purchase Offer), the A Shareholder shall be entitled to oblige the B Shareholder to sell all (but not less than all) of its Company Interest to the proposed third party purchaser, in accordance with this article 7.7.

7.7.2 The A Shareholder shall serve on the B Shareholder, with a copy to the Company, a notice of the exercise of its drag along right set forth in this article 7.7 (a Drag-Along Notice).

7.7.3 The Drag-Along Notice shall include either (a) a copy of the Purchase Offer or (b) a written offer from the third party purchaser to purchase all (and not less than all) of the B Shareholder's Company Interest under the same price per Share and at the same terms and conditions as those offered to the A Shareholder. The Drag-Along Notice shall also stipulate the date on which the transfer is to be completed (the Drag-Along Completion Date).

7.7.4 The B Shareholder shall have the right to elect to exercise its right of first refusal in accordance with article 7.4 above, provided that written notice to that effect has been delivered to the A Shareholder, copied to the Company, within thirty days following receipt of the Drag-Along Notice (and for such purposes the Drag Along Notice shall be deemed to be a Transfer Notice). In such event, article 7.4 shall apply.

7.7.5 In the event that the B Shareholder does not elect to exercise its right of first refusal within such thirty (30) day period, such right of first refusal shall be automatically and irrevocably waived, and the drag along mechanism and the obligations of the B Shareholder set forth in the remainder of this article 7.7 shall be automatically triggered, and:

(i) completion of the Transfer of all of the B Shareholder's Company Interest shall take place on the Drag-Along Completion Date, or on such later date as the A Shareholder and the third party purchaser may agree and notify to the B Shareholder with a copy to the Company and at such reasonable place as the parties may agree or, failing which, at the registered office of the Company; and

(ii) at such completion, the B Shareholder shall, against payment of the purchase price for its Company Interest, deliver to the third party purchaser or to its order the relevant share certificates (if any) reflecting such transfer, together with such other documents (including for the avoidance of doubt the share transfer register) duly signed by the B Shareholder as may be required in order to complete the Transfer.

7.7.6 The proposed third party purchaser shall not have entered into any agreement, commitment or undertaking with the A Shareholder that has, or would have, the effect of providing to the A Shareholder consideration for its Company Interest that is greater than that specified in the Purchase Offer.

8. Management.

8.1 The Company shall be managed by the Board which shall comprise three Directors (who do not need to be shareholders of the Company) of whom two (2) shall be chosen and appointed by the General Meeting by way of a simple majority vote from a list of candidates presented by the A Shareholder and who will receive an A signatory power (the A Directors) and one (1) shall be chosen and appointed by the General Meeting by way of a simple majority vote from a list of candidates presented by the B Shareholder and who will receive a B signatory power (the B Director) as long as the percentage of Shares held by the B Shareholder in the capital of the Company does not fall below 10% upon which event, the Board shall be composed of three A Directors.

8.2 The Directors of the Company shall be appointed by the General Meeting for a term not exceeding six years, renewable. The General Meeting shall also determine the remuneration of Directors (if any). Without prejudice to any applicable contractual rights or remedies, a Director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by the General Meeting.

8.3 The Chairman shall be chosen among the A Directors upon presentation by the A Shareholder.

8.4 The Chairman shall also serve as the COO of the Company and, subject to the terms and conditions of these Articles, shall have the authority to act for and bind the Company.

9. Meetings of the board.

9.1 The Chairman will preside at all meetings of the Board. The Chairman may appoint a secretary (who does not need to be a Director) who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. In the absence of the Chairman, the Board may appoint another member of the Board as chairman among the A Directors pro tempore by majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

9.2 At least five (5) Business Days written notice shall be given to each Director of any Board meeting unless all of the Directors approve in writing of a shorter notice period. Any notice shall include an agenda identifying the matters to be discussed at the meeting together with copies of any relevant papers to be discussed at the meeting.

9.3 Meetings of the Board shall be held at the Company's registered office in Luxembourg, or at such other locations as shall be agreed by the Directors, provided that a majority of the meetings are held in Luxembourg (with a majority of the Directors being in physical attendance). Any Director may call a meeting of the Board.

9.4 The Board shall be deemed to meet together if, being in separate locations, Directors are nonetheless linked by telephone or other electronic means of communication which allows those participating to hear and speak to each other.

9.5 A decision in writing signed by all of the Directors shall be treated as if such decision has been made at a meeting of the Board. Such decision shall consist of one or several documents containing the resolutions which are signed by each

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION LUXEMBOURG

Director (the Written Resolutions). The date of the Written Resolutions shall be the date of the last signature of a director on the Written Resolutions.

9.6 Each Director shall be entitled to appoint another Director as his proxy to attend meetings, vote in favour of or against resolutions or abstain and perform other acts to be performed by him.

9.7 Any Director represented by proxy or attending a Board meeting by conference call or videoconferencing system is deemed to attend the meeting.

9.8 The quorum for transacting business at any Board of Directors meeting shall be at least two (2) Directors.

9.9 Without prejudice to article 14, the Board shall decide on matters by a simple majority vote and each Director shall have one (1) vote. The Chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.10 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by at least two of the Directors who were present or represented at the relevant meeting.

10. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved to the General Meeting by the Law or by these Articles fall within the competence of the Board.

11. Delegation of powers.

11.1 The Board may delegate the day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto to the COO of the Company or more person(s) (who do not need to be shareholder (s) or member(s) of the Board).

11.2 The Board may also delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agent(s) and determine the relevant terms and conditions of this delegation of powers.

12. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the COO. The Company shall further be bound by the sole or joint signature(s) of any person(s) to whom specific signatory power has been granted by the COO but only within the limits of such power. Within the boundaries of the day-to-day management, the Company will be bound by the sole signature of the person appointed to that effect in accordance with the first paragraph of article 11 above.

13. Conflict of interests. In the event that any Director has or may have any personal interest in any transaction of the Company, the provisions of article 57 of the Law shall apply.

14. Board reserved matters.

14.1 Without prejudice to the remainder of this article 14, any Board resolution in order to be passed shall be approved by a simple majority vote of the Directors present or represented. For the purpose of this article 14 the term "Shares" shall be deemed to include (i) all the shares of the Company on the date hereof and, from time to time, as a result of capital increase, stock split or combination, reclassification, redenomination, recapitalization, adjustment of par value, exchange or transfer of shares or other similar transaction and (ii) all other types of securities giving access or which may give access in the future to a portion of the Company's share capital (or a portion of the Company's profits or distributable amounts in case of liquidation) or to any voting rights in General Meetings; (iii) preferential subscription rights attached to the Shares and to the securities referred to in sub-paragraphed (ii) above; (iv) voting right certificates, and (v) rights to receive additional Shares, investment certificates or other securities or voting rights certificates free of charge.

14.2 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 10% (but less than 25%) of the total issued and outstanding Shares, the following matters shall require the affirmative vote of at least one (1) A Director and that of the B Director, to the extent that a B Director holds office:

(i) other than with respect to the Company, material changes to the articles of association or other constitutive documents of any Company Group Member except as contemplated by any Shareholders Agreement or the Business Plan;

(ii) any Company Group Member disposing of, or entering into any agreement to dispose of, all or any portion of (or interest or rights in) the Property, the Project, the Property Company or any Company Group Member disposing of, or entering into any agreement to dispose of, all or any portion of (or interest or rights in) the Escrowed Earn-Out Account or Escrowed Earn-Out not in compliance with any Shareholders Agreement, the Investment Agreement, the Property Company Acquisition Agreement or the Pledges;

(iii) any proposal to wind up any Company Group Member or to commence any other voluntary proceeding seeking liquidation, reorganisation, readjustment or other relief under any bankruptcy, insolvency or similar law or the consent by any Company Group Member to a decree or order for relief or any filing of a petition under such law or to the appointments of a trustee, receiver or liquidator or any other voluntary action by any Company Group Member in furtherance of its bankruptcy, reorganisation, liquidation, dissolution or termination of its corporate status;

(iv) where of the competence of the Board, the merger, consolidation, division or other transformation of any Company Group Member unless provided for in the Business Plan;

(v) making any material changes to any of the parameters for the Project as such may be agreed in any Shareholders Agreement; and

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

(vi) other than with respect to the Company, changing the authorised or issued share capital of any Company Group Member (excluding any changes in share capital to be implemented through pro-rata capitalisation of the Shareholders Loans of both Shareholders) or the issue of Shares or other equity interests (including by the Company, to the extent there exists authorised share capital) to any person except as contemplated by any Shareholders Agreement or the Business Plan.

14.3 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 25% (but less than 40%) of the total issued and outstanding Shares of the Company, the following matters shall require the affirmative vote of at least one (1) A Director and that of the B Director, to the extent that a B Director holds office: those matters set out in article 14.2 and those matters set out in articles 14.4(ii), 14.4(ix), 14.4(x), 14.4(xi), 14.4(xii) and 14.4(xiii).

14.4 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 40% (but less than 49.9%) of the total issued and outstanding Shares, those matters set out in article 14.2 and the following matters shall require the affirmative vote of at least one (1) A Director and that of the B Director, to the extent that a B Director holds office:

(i) any Material Changes to the Business Plan;

(ii) approval of the main terms and conditions (whether as part of a binding term sheet or otherwise) of the main credit agreement to be entered into by the Property Company to finance the construction of the Project, if the debt to equity ratio of such financing is below 70:30;

(iii) giving of any guarantee, entering into any off-balance sheet undertaking or creating any Encumbrances over any part of any Company Group Member's undertaking, property or assets, in each case, to the extent this is not included in the Business Plan and the aggregate value of all such transactions during any twelve month (12) period exceeds Euro 1,000,000;

(iv) selling, transferring, divesting or otherwise disposing of, or acquiring any assets to the extent the aggregate value of all such assets so sold, transferred, divested or otherwise disposed of, or acquired in any twelve (12) month period exceeds Euro 1,000,000 except as contemplated in any Shareholders Agreement or the Business Plan;

(v) the initiation or conduct (including settlement) of legal or governmental regulatory proceedings to which any Company Group Member is a party where the amount in dispute or the loss to any Company Group Member could exceed Euro 750,000 in the aggregate, with the exception of undertaking legal actions which are immediately required and cannot be delayed and except as contemplated by any Shareholders Agreement or any Ancillary Agreements;

(vi) appointing or changing the auditor or tax advisors of any Company Group Member;

(vii) adopting or changing any accounting policies or valuation or depreciation methods of any Company Group Member;

(viii) except as provided in any Shareholders Agreement, entering into, or thereafter terminating, modifying or amending, (i) prior to the Opening of the Project, any agreement that could result in the payment of more than Euro 1,500,000 in the aggregate, or (ii) after the Opening of the Project, implying an annual cost in excess of Euro 500,000, in either case not included in the Business Plan;

(ix) apart from transactions contemplated by any Shareholders Agreement or the Business Plan, any Company Group Member entering into, or thereafter terminating, modifying or amending any agreement which could result in the payment of more than Euro 100,000 on a twelve month period with any Shareholders or any of their Affiliates;

(x) any Company Group Member entering into any partnership, joint venture, control, profit transfer, silent partnership or similar agreement unless provided for in the Business Plan;

(xi) determining or paying any compensation to any officers of the Property Company not provided for in the Business Plan;

(xii) approval of the general contractor tender list and the main terms and conditions of the agreement to be entered into with the general contractor for each Project selected by the A Shareholder and the Company, such consent not to be unreasonably withheld provided such terms and conditions are consistent with the Business Plan;

(xiii) variations or change orders which, when aggregated with all previous variations and change orders not previously approved as a Board Reserved Matter in accordance with this article 14.4, results in an increase in the costs specified in the general contractor agreement of 5% or more; and

(xiv) Property Company's waiver or forbearance of default or failure to enforce any material term of the U-R Management Agreements;

14.5 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 49.9% of the total issued and outstanding Shares, those matters set out in article 14.4 and the following matters shall require the affirmative vote of at least one (1) A Director and that of the B Director, to the extent that a B Director holds office, it being specified with respect to article 14.4(ix) that the materiality threshold of Euro 100,000 shall not apply anymore:

(i) other than with respect to the Company, the approval of the annual financial statements of any Company Group Member;

(ii) any modification of the distribution policy of any Company Group Member or any distribution not complying with the distribution of profit policy set out in article 19; and

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

(iii) any decision regarding the development of any new activities not included within the scope of the corporate object set out in the articles of association or other constitutive documents of the relevant Company Group Member.

15. General meetings.

15.1 Powers of the General Meeting of the Shareholders

The General Meeting properly constituted represents the entire body of the Shareholders. It has the powers conferred upon it by the Law.

15.2 Annual General Meeting - Other General Meetings

15.2.1 The annual General Meeting shall be held at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Business Day of April, at 11:00 am. If such day is not a Business Day, the annual General Meeting shall be held on the next following Business Day.

15.2.2 Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notices of such meetings, it being understood however that a majority of General Meetings will be held outside the Czech Republic.

16. Notice, Quorum and Voting procedures.

16.1 The convening notice formalities and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of General Meetings, unless otherwise provided herein.

16.2 Convening notices for each General Meeting shall include the place, date and time of the meeting and shall include an agenda identifying in reasonable detail the matters to be discussed (unless the Shareholders agree otherwise).

16.3 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, the meeting may be held without prior notice if all the Shareholders agree to waive convening notices.

16.4 The Board as well as the statutory auditors, if any, may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company may require the addition of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed, by registered mail, to the Company at least (five) days before the relevant General Meeting.

16.5 Convening notices for every General Meeting shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the meeting, in the Luxembourg

Official Gazette (Mémorial) and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight days before the General Meeting to registered Shareholders. Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made only by registered letters.

16.6 Each Share is entitled to one vote.

16.7 Subject to articles 16.8, 16.13, 16.14 and 16.15, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

16.8 The quorum for General Meetings shall require, on first convening, one (1) duly authorised representative of the A Shareholder and one (1) duly authorised representative of the B Shareholder. Resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, without any quorum requirement, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Gazette (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to shares for which the shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders as set forth in the Articles may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and the bondholders, if any, or as contemplated in any Shareholders Agreement.

16.9 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person (who does not need to be a shareholder) as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature is affixed.

16.10 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby: (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis, and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

16.11 The Chairman shall preside at the General Meeting. If the Chairman is not present in person, the Shareholders will, before starting any deliberation, elect a chairman pro tempore for the relevant General Meeting. The chairman of

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

the relevant General Meeting shall appoint a secretary and the shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer of the relevant General Meeting form the bureau of the General Meeting.

16.12 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.

16.13 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 10% of the total issued and outstanding Shares, the following matters will require an affirmative vote of 100% of the Shares present or represented:

(i) material changes to these Articles unless provided for in any Shareholders Agreement or the Business Plan or except as required to give effect to the Call Option Conversion;

(ii) any proposal to wind up the Company or to commence any other voluntary proceeding seeking liquidation, reorganisation, readjustment or other relief under any bankruptcy, insolvency or similar law or the consent by the Company to a decree or order for relief or any filing of a petition under such law or to the appointments of a trustee, receiver or liquidator or any other voluntary action by the Company in furtherance of its bankruptcy, reorganisation, liquidation, dissolution or termination of its corporate status;

(iii) the merger, consolidation, division or other transformation of the Company unless provided for in the Business Plan; and

(iv) changing the authorised or issued share capital of the Company (excluding any changes in share capital to be implemented through pro-rata capitalisation of the Shareholders Loans of both Shareholders) or the issue of Shares or other equity interests to any person except as contemplated by any Shareholders Agreement or the Business Plan.

16.14 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 25% of the total issued and outstanding Shares the determination or payment of any compensation to any Director, the Chairman or any other officers of the Company except as expressly provided in the Business Plan will require an affirmative vote of 100% of the Shares present or represented.

16.15 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 40% of the total issued and outstanding Shares, appointing or changing the Company's auditor will require an affirmative vote of 100% of the Shares present or represented.

16.16 As long as Orco Property Group SA and/or any of its Affiliates holds at least 49.9% of the total issued and outstanding Shares of the Company, the following matters will require an affirmative vote of 100% of the Shares present or represented:

(i) the approval of the annual financial statements of the Company; and

(ii) any modification of the distribution policy of the Company or any distribution not complying with the distribution of profit policy set out in article 19.

17. Financial year. The financial year of the Company begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year (the Financial Year).

18. Annual accounts.

18.1 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in accordance with applicable law.

18.2 At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the annual accounts of the Company together with its report and such other documents as may be required by law to the external auditor(s) of the Company who will thereupon draw up its/their report.

18.3 At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the annual accounts of the Company, the reports of the Board and of the auditor of the Company and such other documents as may be required by law shall be made available at the registered office of the Company for inspection by the Shareholders during regular business hours.

19. Distribution of profits.

19.1 Every year five (5) per cent. of the net profit will be set aside in order to increase the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued share capital. The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the General Meeting, as well as the Board as set forth in article 19.2.

19.2 Dividends, when payable, will subject to applicable law be distributed at the time and place fixed by the Board within the limits of the decision of the General Meeting. Interim dividends may be paid by the Board within the conditions provided for by the Law.

19.3 Subject to applicable law, after the Opening of the Project and subject to article 19.1, all Net Cash Flow for any Financial Year shall be paid and distributed to the Shareholders in the following manner and order of priority:

(i) first, to the Shareholders, in proportion to their respective Equity Proportions, until the Shareholders shall have each received aggregate distributions equal to the greater of (i) 120% of their Equity Contributions and (ii) the sum of their respective Equity Contributions plus a compounded annual return of 12% (excluding in both cases the Data Trade Equity Contributions); and

(ii) thereafter, to the Shareholders, pro rata their respective shareholdings in the Company.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

19.4 Within fifteen (15) Business Days of the approval of the accounts of the Company for a Financial Year, the Company shall, to the maximum extent permitted by law, distribute to the Shareholders their respective shares (calculated in accordance with article 19.3), if any, of the Company's Net Cash Flow for such Financial Year.

For the avoidance of any doubt, any amounts contributed by the B Shareholder in connection with the Data Trade Equity Contributions shall not attach to any particular Shares but shall accrue and be distributed to the Shareholders pro rata in accordance with the terms of this article 19.

20. Auditor. Unless there is a mandatory requirement to have the Company audited by an independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) or the General Meeting resolves to appoint an independent auditor instead of a statutory auditor, the Company shall be audited by one or more statutory auditors (commissaires au compte) appointed by the General Meeting for a period of office not exceeding six years. Statutory auditors may be re-elected.

21. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting, adopted in accordance with the requirements set forth in article 16.13. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

22. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

23. Settlement of dispute. Except for those matters reserved by law to the jurisdiction of the courts, all disputes arising out of or in connection with these Articles between the Shareholders and/or the Company and/or the Directors and/or any officers or organs of the Company shall be finally settled under the Rules of Arbitration of the International Chamber of Commerce by an arbitral tribunal composed of three arbitrators appointed in accordance with the Rules of Arbitration of the International Chamber of Commerce. The seat of the arbitration shall be Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg and the arbitration shall be conducted in English.

24. Definitions. A Director means a director with an A signatory power and who was appointed by the General Meeting upon nomination by the A Shareholder;

Adjacent Land means the land to be separated from the existing plots No's 2420/2, 2415/1, 2421, 2424/2, 2424/1 (as registered in the Cadastral Registry for the cadastral area of Holesovice, the City of Prague) so that its shape is delimited (a) on the south by the northern border of the BD Land, (b) on the east by Argentinska street and adjacent sidewalk (or, more precisely, by the lands owned by the City of Prague or the municipality of Prague 7), (c) on the west by newly to be built Brazilska street and the adjacent sidewalk (if any) and (d) on the north by the southern border of a future road (not forming part of the Adjacent Land) almost perpendicular to Argentinska street, that is southwards from the monumentally protected pump station on plot No. 2422.

Affiliate means, with respect to any entity, any other entity that directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under common Control with such entity;

Ancillary Agreements has the meaning given to it in any Shareholders Agreement:

A Shareholder means the holder of Class A Shares;

Articles means these articles of association of the Company;

B Director means a director with a B signatory power and who was appointed by the General Meeting upon nomination by the B Shareholder;

BD Land means plots of land parcel nos. 2424/2, 2423, 2459, 2460, 2415/31, 2415/34, 2458, 2420/1, 2457, 2456, 2415/4, 2461, 2462, 2463 and 2418, all located in the Holešovice cadastral area, municipality of Prague, as currently registered on the title deed No. 11402 and the additional, in accordance with any Shareholders Agreement, plot of land parcel no. 2415/11, located in the Holešovice cadastral area, municipality of Prague, as currently registered on the title deed No. 5500, provided that, for the purposes of article 4.1, such additional plot of land shall in any event form part of the Company's corporate purpose;

B Shareholder means the holder of Class B Shares;

Board means the board of Directors of the Company;

Board Reserved Matters means those matters listed in article 14 of these Articles which shall be resolved upon with the affirmative vote of at least one A Director and with the affirmative vote of the B Director;

Business Days means a day (other than a Saturday or Sunday) on which banks generally are open in Prague, Paris and Luxembourg for a full range of business;

Business Plan means the business plan as agreed between the Shareholders from time to time in accordance with any Shareholders Agreement;

Call Option has the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Call Option Conversion means the conversion of any and all Class A Shares which are the subject of the Call Option into Class B Shares, to the intent that no Class A Shares shall be held by the beneficiary of the Call Option;

Chairman means the chairman of the Board as nominated in accordance with article 8.3;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

COO means COO, being the Administrateur-Délégué of the Company;

Class A Shares has the meaning given to it in article 5;

Class B Shares has the meaning given to it in article 5;

Company Group means the Company, the Property Company and any of their Subsidiaries from time to time;

Company Group Member means any member of the Company Group;

Company Interest means, in respect of either Shareholder, such Shareholder's right, title and interest in all Shares owned by such Shareholder (or any of its Affiliates) and all Shareholder Loans provided by such Shareholder (or any of its Affiliates) to the Company or any Company Group Member;

Control means with respect to any entity, the ability, directly or indirectly, to direct or cause the direction of the policies and management of such entity, whether through the ownership of securities, by contract or otherwise, provided that neither the Company nor any Company Group Member shall be regarded as an Affiliate of any Shareholder; and "Controlled" and "Controlling" shall be construed accordingly;

Data Trade Equity Contributions means funding as contemplated and defined by any Shareholders Agreement: (i) made by the B Shareholder through a contribution to the capital surplus account of the Company (Compte 115) or (ii) such other replacement contribution mechanism;

Directors means the A Directors and the B Director of the Company and Director means any of them;

Drag Along Completion Date has the meaning given to it in article 7.7.3;

Drag Along Notice has the meaning given to it in article 7.7.2;

Encumbrance means a mortgage, charge, pledge, lien, option, restriction, right of first refusal, right of pre-emption, third-party right or interest (including by way of lease or otherwise), other encumbrance or security interest of any kind, or another type of preferential arrangement (including, without limitation, a title transfer or retention arrangement) having similar effect;

Equity Contributions means all amounts contributed by the Shareholders (and any of their respective Affiliates) to the Company whether in cash, in kind or as Shareholder Loans (capitalised or not) together with the accrued interests;

Equity Proportions means, in respect of either Shareholder, the ratio from time to time of the Equity Contributions made by such Shareholder (and any of its Affiliates) divided by the aggregate of all Equity Contributions that shall have been made by all of the Shareholders (and their respective Affiliates), excluding in both case the Data Trade Equity Contributions;

Escrowed Earn-Out has the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Escrowed Earn-Out Account has the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Financial Year has the meaning given in article 17;

General Meeting means each general meeting of the Shareholders;

Investment Agreement has the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Law means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

Lock-Up Period has the meaning given to it in article 7.2.1;

Material Changes to the Business Plan has the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Net Cash Flow has the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Opening of the Project means the opening of the Project to the public;

Pledges have the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Project means the development of a prime shopping centre on the BD Land (and to the extent possible on the Adjacent Land) targeting a gross leasable area of at least 56,000 retail square meters;

Property means all right, title and interest of the Property Company in and to the BD Land and, after acquisition by the Property Company, the Adjacent Land;

Property Company means Beta Development, s.r.o., a limited liability company incorporated and existing under the laws of the Czech Republic, with its registered office in Prague 1, Na Porici 1047/26, Postal Code 110 00, the Czech Republic, identification number 279 105 80, registered in the Commercial Register maintained by the Municipal Court in Prague, Section C, Insertion 125882;

Property Company Acquisition Agreement has the meaning given to it in any Shareholders Agreement;

Purchase Offer has the meaning given to it in article 7.7.1;

Recipient has the meaning given to it in article 7.4.2; Sale Interest has the meaning given to it in article 7.4.1;

Seller has the meaning given to it in article 7.4.2;

Shares means the Class A Shares and the Class B Shares in the Company;

Shareholder Loans means the shareholder loans made by either Shareholder (and any of its Affiliates) to the Company or, if any and if applicable, to any other Company Group Member;

Shareholders means the persons from time to time holding Shares;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Shareholders Agreement means any shareholders agreement that may be entered into between the Shareholders with respect to the Company from time to time;

Tag-Along Notice has the meaning given in article 7.6.1;

Transfer has the meaning given to it in article 7.2.1;

Transfer Notice has the meaning given to it in article 7.4.2;

Transfer Price has the meaning given to it in article 7.4.2;

U-R Group Member means any Affiliate of Unibail-Rodamco SE;

U-R Management Agreement means the management agreements to be entered into between Rodamco Ceskâ republika, s.r.o. and the Property Company; and

Written Resolutions has the meaning given to it in article 9.5."

Third resolution

The Meeting resolved to authorise and empower any director of the Company, each acting individually in the name and on behalf of the Company, to see to and accomplish any necessary formalities with the relevant Luxembourg authorities in connection with the above resolution, including but not limited to the filing of documents with the Luxembourg Trade and Companies Register, and generally to perform any other action that may be necessary or useful in relation thereto.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges of the notary in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the appearing parties in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the member of the Bureau, the Bureau signs together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-trois avril,

Par-devant Maître Francis Kesseler, notaire, de résidence à Esch-sur-Alzette,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de UNIBORC S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165.081 (la Société). La Société a été constituée le 10 novembre 2011 par un acte de Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, lequel acte a été publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations N°117 du 14 janvier 2012. Les statuts de la Société n'ont jamais été modifiés.

L'Assemblée a élu Pawel Hermelinski, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, comme président (le Président). Le Président a désigné Audrey Cubizolles, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire). L'Assemblée a désigné Anne-Lise Delfanne, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur). Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituent ensemble le Bureau de l'Assemblée.

Les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée avant l'ouverture de l'Assemblée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du Bureau.

Les procurations des actionnaires représentés à l'Assemblée resteront également annexées au présent acte après avoir été signées ne varietur par les mandataires, les membres du Bureau et le notaire instrumentant afin d'être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire d'acter:

I. Qu'il résulte de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que l'intégralité du capital social de la Société est dûment représentée à l'Assemblée. L'Assemblée renonce aux formalités de convocations, se considère comme valablement convoquée et déclare avoir connaissance de l'objet des présentes résolutions et de l'agenda de l'Assemblée qui lui ont été communiqués;

II. Que l'Assemblée est tenue en vue de modifier le capital social et de refondre intégralement les statuts de la Société; et

III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

1. Conversion de 3.100 Actions de Classe A, détenues par l'Actionnaire de Classe B (tel que défini dans les statuts de la Société), en 3.100 Actions de Catégorie B;

2. Refonte intégrale des statuts de la Société (les Statuts);

3. Délégation de pouvoirs; et

4. Divers

IV. Après délibération, l'Assemblée a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a décidé de convertir 3.100 (trois mille cent) Actions de Classe A, détenues par l'Actionnaire de Classe B (tel que défini dans les Statuts), en 3.100 (trois mille cent) Actions de Catégorie B.

Deuxième résolution

L'Assemblée a décidé de refondre intégralement les Statuts de façon à ce que les Statuts soient désormais à lire de la façon suivante:

1. Forme et Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de "UNIBORC S.A." (la Société).

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi au Grand Duché de Luxembourg. Il peut être transféré:

(i) dans les limites de la commune par simple décision du Conseil; et

(ii) au-delà des limites de la commune du siège social par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée de la manière requise pour une modification des Statuts.

2.2 La Société a encore le droit de créer des succursales, bureaux, centres administratifs et agences en tous lieux appropriés, tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3. Durée. La Société est constituée pour une période indéterminée.

4. Objet social.

4.1 La Société a pour objet social la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans la Société Immobilière et d'acquérir, développer, construire, posséder, exploiter, détenir, gérer, fournir des services en lien avec, financer, vendre, substituer et disposer de (ou négocier de toute autre manière) et concéder sous forme de crédit-bail à des tiers, la Propriété et le Projet.

4.2 La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés du Groupe de la Société.

4.3 La Société peut emprunter sous toutes formes et émettre des titres de créance, obligations, certificats, actions, parts bénéficiaires, warrants et toutes sortes d'instruments de dette ou de capital.

4.4 La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de 31.000 EUR, représenté par 24.800 actions A (les Actions de Classe A) et par 6.200 actions B (les Actions de Classe B), chaque Action ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune.

6. Actions.

6.1 Les Actions sont nominatives et emportent les mêmes droits, sauf disposition contraire des Statuts.

6.2 Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout Actionnaire de la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'Actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces Actions, ainsi que la mention des / de la cession(s) des Actions et les dates de ces / cette cession(s). La propriété des Actions sera établie par inscription dans ledit registre.

6.3 Des certificats constatant ces inscriptions peuvent être émis aux actionnaires sur demande et ces certificats, s'ils sont émis, seront signés par le Président du Conseil.

6.4 Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y sont attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique à l'égard de la Société.

6.5 En cas d'exercice de l'Option d'Achat, les Actions de Classe A qui font l'objet de l'Option d'Achat seront automatiquement converties en Actions de Classe B avant même la cession au bénéficiaire de ladite Option d'Achat.

6.6 Sans préjudice des stipulations de l'article 6.5, en cas d'exercice de l'Option d'Achat, les Actionnaires se réuniront lors de et assisteront à et voteront en faveur des résolutions qui pourront être requises pour mettre en oeuvre la Conversion de l'Option d'Achat lors de toute assemblée devant notaire qui pourra être requise pour mettre en oeuvre la Conversion de l'Option d'Achat.

6.7 Sans préjudice des stipulations des articles 6.5 et 6.6, dans l'hypothèse où pour une quelconque raison suivant la mise en oeuvre de l'Option d'Achat, le bénéficiaire de ladite Option d'Achat se retrouve bénéficiaire d'Actions de Classe

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

A, lesdites Actions de Classe A seront réputées en toutes hypothèses être des Actions de Classe B, et chaque Article ci-dessous devra être interprété en conséquence.

7. Cession des actions.

7.1 Généralités

7.1.1 Les dispositions de cet article s'appliquent à toute Cession, ou Cession proposée, de toute Participation dans la Société ou de toute participation liée dans celle-ci, sauf disposition contraire des Statuts ou sauf consentement écrit préalable de l'autre Actionnaire ou sauf autorisation expresse par un pacte conclu entre les Actionnaires et portant sur la Société. Aux fins de cet article 7, le terme "Actions" comprendra (i) toutes les actions de la Société à la date de ces Statuts et, de temps à autre, suite à une augmentation de capital, une division ou un regroupement, une reclassification, une redénomination ou une recapitalisation d'actions, un ajustement de la valeur nominale, un échange ou un transfert d'actions ou toute autre transaction comparable et (ii) tout autre type de titres donnant accès ou susceptibles de donner accès à l'avenir à une partie du capital social de la Société (ou à une partie des profits réalisés par la Société ou des montant distribuables en cas de liquidation) ou tout droit de vote lors des Assemblées Générales; (iii) des droits préférentiels de souscription attachés aux Actions et aux titres mentionnés au point (ii) ci-dessus, (iv) des certificats de droit de vote, et (v) des droits de recevoir à titre gratuit des Actions supplémentaires, des certificats d'investissement ou des autres titres ou certificats de droit de vote. Le terme "Participation dans la Société" sera interprété conformément.

7.2 Restrictions aux Cessions

7.2.1 Sauf dans les cas prévus par cet article 7 ou avec le consentement écrit préalable de l'autre Actionnaire ou sauf autorisation expresse par un pacte conclu entre les Actionnaires à l'égard de la Société ou sauf obligation légale d'un Actionnaire découlant des lois applicables, aucun Actionnaire ne pourra, par voie directe ou indirecte, et ce jusqu'après le premier anniversaire de l'Ouverture du Projet (la Période d'Indisponibilité):

(i) transférer toute Participation dans la Société aboutissant à un transfert de la propriété réalisée à titre gratuit ou pour une contrepartie de quelque forme que soit ou pour toute autre raison, en ce compris, mais pas limitativement: (a) les cessions par apport, une fusion, une cession, un échange, une vente comprenant une faculté de rachat, un prêt sur titres, les cessions en fiducie ou toutes autres opérations similaires, un don, un transfert pour cause de mort, une liquidation d'une communauté ou d'une succession ou (b) les cessions portant sur la propriété, la propriété bénéficiaire ou toute autre subdivision des droits de propriété ou de tous autres droits liés en particulier avec les Actions (en ce compris si besoin le droit de vote ou de recevoir des dividendes);

(ii) concéder, déclarer, créer ou disposer de tout droit ou de tout intérêt dans toute Participation dans la Société; ou

(iii) créer ou permettre l'existence de toute Sûreté portant sur une Participation dans la Société ou les droits dans celle-ci;

(collectivement un Cession et toute référence au verbe "Céder" doit être interprétée en conséquence).

7.3 Cessions Intra Groupe

7.3.1 Par exception, un Actionnaire peut à tout moment Céder en tout ou en partie la Participation dans la Société qu'il détient à une Société Affiliée constituée dans l'Union Européenne à condition que, préalablement à ladite Cession, le cessionnaire accepte par écrit (i) d'être lié et obligé par les termes de toute Convention d'Actionnaires aux mêmes termes que l'Actionnaire cédant et (ii) de ne pas cesser d'être une Société Affiliée dans l'Union Européenne de l'Actionnaire cédant sauf si, avant de cesser d'être une Société Affiliée ou d'être établie dans l'Union Européenne, ladite Société Affiliée ne Cède toute sa Participation dans la Société à l'Actionnaire cédant ou à une Société Affiliée de l'Actionnaire cédant qui répond aux conditions de cet article.

7.4 Droit de Premier Refus

7.4.1 Suite à l'expiration de la Période d'Indisponibilité, sauf avec le consentement de l'autre Actionnaire ou si c'est expressément permis par toute Convention d'Actionnaires, si l'un des Actionnaires souhaite Céder l'intégralité, mais pas moins de l'intégralité, de sa Participation dans la Société (la Participation à Vendre), autrement qu'en application de l'article 7.3.1 ci-dessus, alors cet Actionnaire ne pourra le faire que s'il respecte cet article 7.4 et les articles 7.5 à 7.7 ci-dessous, ainsi que toutes les autres conditions qui pourraient être imposées par toute Convention d'Actionnaires.

7.4.2 Avant toute Cession d'une Participation dans la Société, l'Actionnaire cédant (le Cédant) devra faire parvenir une notification (une Notification de Cession) à l'autre Actionnaire (le Destinataire) détaillant le prix (le Prix de Cession) et les principaux termes et conditions auxquels le Cédant propose de vendre la Participation à Vendre.

7.4.3 A la réception d'une Notification de Cession, le Destinataire aura le droit, moyennant envoi d'une notification écrite au Cédant endéans trente (30) jours suivant la réception de la Notification de Cession, d'acquérir l'intégralité (et pas moins que l'intégralité) de la Participation à Vendre, et ce aux termes de la Notification de Cession; si le Destinataire omet de notifier sa réponse à la Notification de Cession au Cédant endéans le délai de trente (30) jours mentionné ci-dessus, il sera présumé avoir irrévocablement renoncé à son droit de premier refus à l'égard de la Cession notifiée et avoir choisi de ne pas acquérir la Participation à Vendre.

7.4.4 Si le Destinataire n'a pas choisi d'acquérir l'Intégralité de la Participation à Vendre aux termes et conditions définis par la Notification de Cession, le Cédant aura le droit, endéans cent quatre-vingts (180) jours suivant l'envoi de la Notification de Cession, de céder l'intégralité de la Participation à Vendre à un tiers à un prix d'acquisition qui ne pourra être inférieur au Prix de Cession et à des termes et conditions qui ne pourront être significativement plus avantageux

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

pour le tiers acquéreur que ceux décrits dans la Notification de Cession; si une telle Cession à un tiers ne peut être réalisée endéans le délai de cent quatre-vingts (180) jours mentionné ci-dessus, une nouvelle Notification de Cession devra être dûment notifiée par le Cédant au Destinataire.

7.4.5 Si le Destinataire a choisi d'acquérir l'intégralité de la Participation à Vendre aux termes et conditions décrits dans la Notification de Cession, les Actionnaires concluront la cession de la Participation à Vendre endéans trente (30) jours suivant le dernier des deux évènements suivants: (i) l'envoi de la réponse à la Notification de Cession et (ii) l'obtention de toutes les autorisations règlementaires et concurrentielles applicables en vertu des lois applicables à la Cession des Actions conformément à la Notification de Cession et ces autorisations ayant acquis force légale.

7.5 Approbations Règlementaires

7.5.1 Si la cession de la Participation à Vendre au Destinataire ou au tiers acquéreur suivant l'article 7.4 ci-dessus est sujette à l'obtention d'une approbation de quelque autorité règlementaire, le délai de trente (30) jours décrit à l'article 7.4.5 ci-dessus se verra, si l'approbation en question n'a pas été obtenu au dixième (10ème) Jour Ouvrable avant la fin dudit délai, prolongée de manière à ce qu'elle expire à la fin du dixième (10ème) Jour Ouvrable suivant le jour de l'obtention de la dernière approbation règlementaire.

7.6 Droit de Suite

7.6.1 Si l'Actionnaire de Classe B (i) détient moins de 49.9% du total des Actions émises et en circulation et (ii) est le Destinataire mais s'il n'exerce pas son droit d'acquérir la Participation à Vendre selon les termes établis par la Notification de Cession conformément à l'article 7.4 ci-dessus, il devra indiquer dans sa réponse à la Notification de Cession qui devra être notifiée à l'Actionnaire de Classe A endéans trente (30) jours à partir de la réception de la Notification de Cession s'il a l'intention de Céder sa Participation dans la Société à une éventuelle tierce personne en même temps que l'Actionnaire de Classe A et au même termes et conditions (une Notification de Droit de Suite).

7.6.2 Si l'Actionnaire de Classe B s'abstient d'envoyer à l'Actionnaire de Classe A une Notification de Droit de Suite endéans la période de trente (30) jours mentionnée ci-dessus, il sera présumé avoir renoncer irrévocablement à son droit de suite à l'égard de la Cession notifiée.

7.6.3 Si l'Actionnaire de Classe B a fait le choix d'exercer son droit de suite conformément à l'article 7.6.1. ci-dessus, l'Actionnaire de Classe A devra, au moins cinq (5) Jours Ouvrables avant la clôture de la vente de sa Participation à Vendre, dévoiler à l'Actionnaire de Classe B l'identité du tiers acquéreur proposé, le prix d'acquisition proposé (qui ne pourra être inférieur au Prix de Cession notifié) et les termes du paiement et devra veiller à ce que ce tiers acquéreur (i) acquiert la Participation à Vendre de l'Actionnaire de Classe B à des termes et conditions qui ne pourront être moins avantageux que ceux convenus entre l'Actionnaire de Classe A et ledit tiers acquéreur; et (ii) conclue une convention de cession d'actions appropriée avec l'Actionnaire de Classe B à la date à laquelle l'Actionnaire de Classe A conclura la convention de cession d'actions portant sur la Participation à Vendre avec le tiers Vendeur.

7.7 Obligation de suite

7.7.1 Si (i) l'Actionnaire de Classe B détient moins de 49.9% du total des Actions émises et en circulation et que l'Actionnaire de Classe A reçoit, à tout moment après la Période d'Indisponibilité, une offre écrite de bonne foi d'un tiers et portant sur l'acquisition de 100% de la Participation dans la Société (une Offre d'Acquisition), l'Actionnaire de Classe A sera en droit de forcer l'Actionnaire de Classe B à vendre l'intégralité (mais pas moins de l'intégralité) de sa Participation dans la Société au tiers acquéreur proposé, conformément à cet article 7.7.

7.7.2 L'Actionnaire de Classe A devra envoyer une notification à l'Actionnaire de Classe B, avec copie à la Société, de l'exercice de l'obligation de suite décrite à cet article 7.7 (une Notification d'Obligation de Suite).

7.7.3 La Notification d'Obligation de Suite devra contenir soit (a) une copie de l'Offre d'Acquisition ou (b) une offre écrite du tiers acquéreur d'acquérir l'intégralité (et pas moins de l'intégralité) de la Participation de l'Actionnaire de Classe B au même prix par action et aux mêmes termes et conditions que ceux offerts à l'Actionnaire de Classe A. La Notification d'Obligation de Suite devra également stipuler la date à laquelle la cession sera réalisée (la Date de Réalisation de l'Obligation de Suite).

7.7.4 L'Actionnaire de Classe B aura le droit de choisir d'exercer son droit de premier refus conformément à l'article 7.4 ci-dessus, à condition qu'une notification écrite à cet effet ait été remise à l'Actionnaire de Classe A, copiée à la Société, endéans les trente (30) jours suivant la réception de la Notification d'Obligation de Suite (et à cet effet la Notification d'Obligation de Suite sera réputée être une Notification de Cession). Dans une telle hypothèse, l'article 7.4 trouvera à s'appliquer.

7.7.5 Si l'Actionnaire de Classe B ne choisit pas d'exercer son droit de premier refus endéans ladite période de trente (30) jours, ce droit de premier refus sera automatiquement et irrévocablement levé, et le mécanisme de l'obligation de suite et les obligations de l'Actionnaire de Classe B décrites dans le reste de cet article 7.7 trouveront automatiquement à s'appliquer, et:

(i) la réalisation de la Cession de l'intégralité de la Participation dans la Société de l'Actionnaire de Classe B aura lieu à la Date de Réalisation de l'Obligation de Suite, ou à toute autre date ultérieure convenue entre l'Actionnaire de Classe A et le tiers acquéreur et notifiée à l'Actionnaire de Classe B avec copie à la Société et au lieu raisonnablement choisi par les parties ou, à défaut, au siège social de la Société; et

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

(ii) lors de cette réalisation, l'Actionnaire de Classe B devra, en échange du paiement du prix d'acquisition pour sa Participation dans la Société, remettre au tiers acquéreur, ou à son ordre les certificats d'actions pertinents (s'il y en a) reflétant ladite cession, ensemble avec les autres documents (en ce compris pour éviter tout doute le registre de cession d'actions) dûment signés par l'Actionnaire de Classe B tels que pouvant être requis pour réaliser la Cession.

7.7.6 Le tiers acquéreur proposé ne devra pas avoir conclu d'accord, d'engagement, ou d'obligation avec l'Actionnaire de Classe A qui ait ou pourrait avoir l'effet de conférer à l'Actionnaire de Classe A une contrepartie pour sa Participation dans la Société qui soit supérieure à celle spécifiée dans l'Offre d'Acquisition.

8. Administration.

8.1 La Société sera administrée par un Conseil comprenant au moins trois Administrateurs (lesquels ne devront pas nécessairement être actionnaires de la Société) dont deux (2) seront choisis et nommés par l'Assemblée Générale à la majorité simple à partir d'une liste de candidats présentés par l'Actionnaire de Classe A et qui recevront un pouvoir de signature A (les Administrateurs A) et un (1) sera choisi et nommé par l'Assemblée Générale à la majorité simple à partir d'une liste de candidats présentés par l'Actionnaire de Classe B et qui recevra un pouvoir de signature B (l'Administrateur B) et ce, aussi longtemps que le pourcentage d'Actions détenues par l'Actionnaire de Classe B dans le capital de la Société ne tombe pas en-dessous de 10%, si tel n'est plus le cas, le Conseil sera composé de trois Administrateurs A..

8.2 Les Administrateurs de la Société seront nommés par l'Assemblée Générale pour un terme renouvelable ne pouvant excéder six ans. L'Assemblée Générale déterminera également la rémunération des Administrateurs (s'il y en a une). Sans préjudice de tous droits et recours contractuels, un Administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

8.3 Le Président sera chois parmi les Administrateurs A sur présentation par l'Actionnaire de Classe A.

8.4 Le Président occupera également les fonctions de DO de la Société, et, dans le respect des termes et conditions de ces Statuts, aura le pouvoir d'agir pour le compte de et de lier la Société.

9. Réunions du conseil.

9.1 Le Président présidera toutes les réunions du Conseil. Le Président pourra nommer un secrétaire (qui n'a pas besoin d'être un Administrateur) qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil. En l'absence du Président, le Conseil pourra nommer un autre membre du Conseil en tant que président intérimaire parmi les Administrateurs A par un vote majoritaire des Administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

9.2 Une notification écrite devra être donnée à chaque Administrateur de toute réunion du Conseil au moins cinq (5) Jours Ouvrables à l'avance à moins que tous les Administrateurs n'approuvent par écrit une période de notification plus courte. Toute notification devra comporter un ordre du jour identifiant les questions devant être discutées à la réunion ainsi que des copies de tous les documents pertinents devant être discutés à la réunion.

9.3 Les réunions du Conseil se tiendront au siège social de la Société au Luxembourg, ou en tout autre lieu convenu entre les Administrateurs, à condition que la majorité des réunions se tiennent au Luxembourg (avec une majorité des Administrateurs étant physiquement présents). Tout Administrateur peut convoquer une réunion du Conseil.

9.4 Le Conseil sera réputé se réunir si, étant dans des endroits séparés, les Administrateurs sont néanmoins reliés par téléphone ou par tout autre moyen de communication électronique qui permette aux participants de s'entendre et de se parler.

9.5 Une décision écrite signée par tous les Administrateurs devra être traitée comme si ladite décision avait été prise à une réunion du Conseil. Une telle décision sera constituée d'un ou de plusieurs documents contenant les résolutions signées par chaque Administrateur (les Résolutions Ecrites). La date des Résolutions Ecrites sera la date de la dernière signature d'un Administrateur sur les Résolutions Ecrites.

9.6 Chaque Administrateur sera habilité à nommer un autre Administrateur comme son mandataire pour assister aux Réunions, voter en faveur ou contre des résolutions ou s'abstenir et pour accomplir d'autres actes devant être accomplis par lui.

9.7 Tout Administrateur représenté par procuration ou participant à une réunion du Conseil par conférence téléphonique ou par un système de vidéoconférence sera réputé assister à la réunion.

9.8 Le quorum de présence à toute réunion du Conseil d'Administration pour traiter des affaires sera d'au moins deux (2) Administrateurs.

9.9 Sans préjudice de l'article 14, le Conseil se prononcera sur les questions par un vote à la majorité simple et chaque Administrateur disposera d'une (1) voix. Le Président n'aura pas droit à une seconde voix ou à une voix prépondérante.

9.10 Le procès-verbal de toute réunion du Conseil sera signé par au moins deux des Administrateurs qui étaient présents ou représentés à la réunion en question.

10. Pouvoirs du conseil.

10.1 Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer ou faire effectuer tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'Assemblée Générale par la loi ou par ces Statuts relèvent de la compétence du Conseil.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

11. Délégation de pouvoirs.

11.1 Le Conseil peut déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que le pouvoir de représenter la Société à cet égard au DO de la Société ou à plusieurs personne(s) (qui n'ont pas besoin d'être actionnaire(s) ou membre (s) du Conseil).

11.2 Le Conseil peut également déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et déterminer les termes et conditions de cette délégation de pouvoirs.

12. Pouvoir de signature. La Société sera engagée envers les tiers dans tous les domaines par la signature du DO. La Société sera en outre être engagée par la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à laquelle un pouvoir de signature spécifique a été accordé par le DO, mais seulement dans les limites de ce pouvoir. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera liée par la seule signature de la personne nommée à cet effet conformément au premier paragraphe de l'article 11 ci-dessus.

13. Conflit d'intérêts. Dans le cas où un Administrateur a ou pourrait avoir un quelconque intérêt personnel dans une transaction de la Société, les dispositions de l'article 57 de la Loi trouveront à s'appliquer.

14. Matières réservées au conseil.

14.1 Sans préjudice de la suite de cet article 14, toute résolution du Conseil devra être approuvée par une majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés pour pouvoir être passée. Aux fins de cet article 14, le terme "Actions" comprendra (i) toutes les actions de la Société à la date de ces Statuts et, de temps à autre, suite à une augmentation de capital, une division ou un regroupement, une reclassification, une redénomination ou une recapitalisation d'actions, un ajustement de la valeur nominale, un échange ou un transfert d'actions ou toute autre transaction comparable et (ii) tout autre type de titres donnant accès ou susceptibles de donner accès à l'avenir à une partie du capital social de la Société (ou à une partie des profits réalisés par la Société ou des montant distribuables en cas de liquidation) ou tout droit de vote lors des Assemblées Générales; (iii) des droits préférentiels de souscription attachés aux Actions et aux titres mentionnés au point (ii) ci-dessus, (iv) des certificats de droit de vote, et (v) des droits de recevoir à titre gratuit des Actions supplémentaires, des certificats d'investissement ou des autres titres ou certificats de droit de vote.

14.2 Tant que Orco Property Group SA et / ou ses Sociétés Affiliées détiendra au moins 10% (mais moins de 25%) du total des Actions émises et en circulation, les questions suivantes requerront le vote affirmatif d'au moins un (1) Administrateur A et de l'Administrateur B, pour autant qu'un Administrateur B soit en fonctions:

(i) à l'exception de ce qui concerne la Société, les modifications importantes apportées aux statuts ou autres documents constitutifs de tout Membre du Groupe de la Société, sous réserve de ce qui est prévu dans le Plan d'Affaires;

(ii) la disposition par tout Membre du Groupe de la Société ou la conclusion par tout Membre du Groupe de la Société de toute convention portant sur la disposition de tout ou partie de (ou des participations ou des droits dans) la Propriété, le Projet, la Société Immobilière ou tout autre Membre du Groupe de la Société de disposer, ou d'entrer dans une convention pour disposer de tout ou partie (ou participation ou des droits dans) de lEscrowed Earn-Out Account ou de l'Escrow Earn-Out de façon non conforme à toute Convention d'Actionnaire, à la Convention d'Investissement, à la Convention d'Acquisition de la Société Immobilière ou aux Gages;

(iii) toute proposition portant sur la liquidation de tout Membre du Groupe de la Société ou d'engager toute autre procédure volontaire portant sur la liquidation, la réorganisation, le réajustement ou sur d'autres mesures en vertu de toute loi sur les faillites, l'insolvabilité ou autre ou le consentement par toute Membre du Groupe de la Société à un décret ou à une ordonnance de redressement ou à tout dépôt d'une requête en vertu de cette loi ou à la nomination d'un administrateur provisoire, séquestre ou liquidateur ou toute autre action volontaire de la part de tout Membre du Groupe de la Société dans le cadre de sa faillite, de sa réorganisation, de sa liquidation, de sa dissolution ou de la résiliation de son statut de société;

(iv) si cela relève de la compétence du Conseil, la fusion, consolidation, scission ou toute autre transformation de tout Membre du Groupe de la Société, sauf si c'est prévu dans le Plan d'Affaires;

(v) toute modification importante de l'un des paramètres pour le Projet telle que pouvant être conclue dans toute Convention d'Actionnaires; et

(vi) à l'exception de ce qui concerne la Société, la modification du capital social autorisé ou émis de tout Membre du Groupe de la Société (à l'exception de tous changements du capital social devant être effectués au moyen d'une capitalisation des Prêts d'Actionnaires des deux Actionnaires sur une base proportionnelle) ou l'émission d'Actions ou toute autre participation en capital (y compris par la Société en présence du capital autorisé) à toute personne sous réserve de ce qui est prévu par toute Convention d'Actionnaires ou le Plan d'Affaire.

14.3 Tant que Orco Property Group SA et / ou une de ses Sociétés Affiliées détiendront au moins 25% (mais moins de 40%) du total des Actions émises et en circulation, les questions suivantes requerront le vote affirmatif d'au moins un (1) Administrateur A et de l'Administrateur B, pour autant qu'un Administrateur B soit en fonctions: les matières définies à l'article 14.2 et les matières définies aux articles 14.4(ii), 14.4(ix), 14.4(x), 14.4(xi), 14.4(xii) et 14.4(xiii).

14.4 Tant que Orco Property Group SA et / ou une de ses Sociétés Affiliées détiendront au moins 40% (mais moins de 49.9%) du total des Actions émises et en circulation, les matières établies à l'article 14.2 et les questions suivantes

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

requerront le vote affirmatif d'au moins un (1) Administrateur A et de l'Administrateur B, pour autant qu'un Administrateur B soit en fonctions:

(i) tout Changement Important au Plan d'Affaire;

(ii) l'approbation des conditions générales (y compris celles faisant partie d'une lettre d'intention liant ses parties, ou prévues autrement) de la convention de crédit principale devant être conclue par la Société Immobilière pour financer la construction du Projet, si le rapport entre la dette et les fonds propres d'un tel financement est inférieur à 70:30;

(iii) l'octroi de garanties, la conclusion de tout engagement hors bilan ou la création de toutes Charges sur tout engagement de tout Membre du Groupe de la Société, la propriété ou les actifs, dans chaque cas dans la mesure où ce n'est pas exclu par le Plan d'Affaire et que la valeur totale de l'ensemble de ces transactions durant toute période de douze (12) mois dépasse 1.000.000 euros;

(iv) la vente, le transfert, la cession ou l'aliénation de toute autre manière, ou l'acquisition d'actifs dans la mesure où la valeur globale de tous ces biens ainsi vendus, transférés, cédés ou autrement aliénés ou acquis endéans une période de douze (12) mois dépasse 1.000.000 EUR sous réserve de ce qui est prévu dans toute Convention d'Actionnaire ou le Plan d'Affaires;

(v) l'initiation ou la conduite (y compris le règlement) de procédures réglementaires légales ou gouvernementales auxquelles tout Membre du Groupe de la Société est partie et où le montant en jeu ou la perte pour tout Membre du Groupe de la Société pourrait dépasser 750.000 EUR au total, à l'exception de l'engagement de procédures légales qui sont immédiatement nécessaires et ne peuvent être retardées et sous réserve de ce qui est prévu dans toute Convention d 'Actionnaires ou Conventions Accessoires;

(vi) la nomination ou le changement de l'auditeur ou des conseillers fiscaux de tout Membre du Groupe de la Société;

(vii) l'adoption ou la modification de toute politique de comptabilité ou d'évaluation ou les méthodes d'amortissement de tout Membre du Groupe de la Société;

(viii) sous réserve de ce qui est prévu dans toute Convention d'Actionnaires, la conclusion de, ou par après la résiliation, modification ou l'amendement, (i) avant l'Ouverture du Projet, de toute convention qui pourrait résulter dans le paiement d'un montant total de plus de 1.500.000 euros, ou (ii) après l'Ouverture du Projet, impliquant un coût de plus de 500.000 euros, en aucun cas inclus dans le Plan d'Affaire;

(ix) sous réserve des transactions prévues par toute Convention d'Actionnaires ou le Plan d'Affaire, la conclusion par tout Membre du Groupe de la Société, ou par après la résiliation, la modification ou l'amendement de toute convention qui pourrait résulter dans le paiement d'un montant de plus de 100.000 euros sur une période de 12 mois, avec tout Actionnaire ou ses Filiales;

(x) l'entrée tout Membre du Groupe de la Société dans un partenariat, une joint venture, un lien de contrôle, un transfert de bénéfices, un partenariat tacite ou un accord similaire, sauf si c'est prévu dans le Plan d'Affaires;

(xi) la détermination ou le versement d'indemnités aux dirigeants de la Société de Propriété n'étant pas prévues dans le Plan d'Affaires;

(xii) l'approbation de la liste d'offres de l'entrepreneur général et les conditions générales de la convention devant être conclue avec l'entrepreneur général pour chaque Projet sélectionné par un Actionnaire de Classe A et la Société, un tel consentement ne devant pas être retenu de façon irraisonnable pourvu que de telles conditions générales soient conformes au Plan d'Affaire;

(xiii) les variations ou la modification des ordres qui, cumulés avec toutes les variations ou modifications des ordres n'ayant pas été préalablement approuvées en tant que Matière Réservée au Conseil conformément à cet article 14.4, résultent en une augmentation de 5% ou plus des coûts spécifiés dans la convention de l'entrepreneur général; et

(xiv) la renonciation formelle ou tacite du défaut ou de l'échec d'exécuter tout terme important des Conventions de Gestion U-R.

14.5 Tant que Orco Property Group SA et / ou une de ses Sociétés Affiliées détiendront au moins 49.9% du total des Actions émises et en circulation, les matières établies à l'article 14.4 et les questions suivantes requerront le vote affirmatif d'au moins un (1) Administrateur A et de l'Administrateur B, pour autant qu'un Administrateur B soit en fonctions en précisant qu'en ce qui concerne l'article 14.4(ix) que la seuil de matérialité de 100.000 euros ne s'appliquera plus:

(i) à l'exception de ce qui concerne la Société, l'approbation des comptes annuels de toute Membre du Groupe de la Société;

(ii) toute modification de la politique de distribution de tout Membre du Groupe de la Société ou toute distribution ne satisfaisant pas avec la politique de distribution des profits définie à l'article 19; et

(iii) toute décision concernant le développement de toutes nouvelles activités non comprises dans l'objet social défini dans les statuts ou autres documents constitutifs du Membre du Groupe de la Société concerné.

15. Assemblées générales.

15.1 Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires

L'Assemblée Générale dûment constituée représente l'ensemble des Actionnaires. Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

15.2 Assemblée Générale Annuelle - Autres Assemblées Générales

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

15.2.1. L'Assemblée Générale annuelle sera tenue à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la municipalité du siège social qui peut être spécifié dans l'avis de convocation de l'assemblée, le dernier Jour Ouvrable du mois d'avril, à 11:00. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

15.2.2 D'autres Assemblées Générales peuvent être tenues au lieu et au moment spécifiés dans les avis de convocation respectifs de ces assemblées, étant entendu toutefois que la majorité des Assemblées Générales aura lieu en dehors de la République tchèque.

16. Avis de convocation, Quorum et Procédures de vote.

16.1 Les formalités de convocation et le quorum prévus par la loi régissent les avis de convocation pour, et la conduite des Assemblées Générales, sauf disposition contraire ci-dessous.

16.2 Les avis de convocation pour chaque Assemblée Générale doivent comprendre le lieu, la date et l'heure de l'assemblée et devront inclure un ordre du jour identifiant de manière raisonnablement détaillée les questions à discuter (à moins que les Actionnaires n'en décident autrement).

16.3 Si tous les Actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable si tous les Actionnaires acceptent de renoncer aux avis de convocations.

16.4 Le Conseil ainsi que les commissaires aux comptes, s'il y en a, peuvent convoquer une Assemblée Générale. Ils sont obligés de la convoquer de manière à ce qu'elle soit tenue endéans un délai d'un mois, si les Actionnaires représentant au moins un dixième du capital social de la Société l'exigent par écrit, avec une indication de l'ordre du jour. Un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins un dixième du capital social de la Société peuvent exiger l'ajout d'un ou de plusieurs objets à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Cette demande doit être adressée, par courrier recommandé, à la Société au moins (cinq) jours avant ladite Assemblée Générale.

16.5 Les avis de convocation pour toute Assemblée Générale prendront la forme d'annonces publiées deux fois, avec un intervalle minimum de huit jours, et huit jours avant la réunion, au Mémorial et dans un journal luxembourgeois. Un avis sera envoyé par courrier huit jours avant l'Assemblée Générale aux Actionnaires nominatifs. Lorsque toutes les Actions sont nominatives, les avis de convocation ne pourront être envoyés que par lettre recommandée.

16.6 Chaque action donne droit à une voix.

16.7 Sous réserve des articles 16.8,16.13, 16.14 et 16.15 les résolutions à une Assemblée Générale dûment convoquée seront adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés et votants.

16.8 Le quorum pour les Assemblées Générales sera, sur première convocation, d'un (1) représentant dûment autorisé de l'Actionnaire de Classe A et d'un (1) représentant dûment autorisé de l'Actionnaire de Classe B. Les résolutions portant modification des Statuts de la Société ne pourront être adoptées qu'à une Assemblée Générale où la moitié au moins du capital social sera représentée et l'ordre du jour indiquera les modifications des Statuts proposées et, le cas échéant, le texte de celles qui concerneront les objets ou la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une deuxième assemblée pourra être convoquée, sans aucune exigence de quorum, au moyen d'avis publiés deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée au Mémorial et dans deux journaux luxembourgeois. Un tel avis de convocation devra reproduire l'ordre du jour et indiquer la date et les résultats de l'assemblée précédente. La seconde assemblée délibèrera valablement quel que soit la proportion du capital représentée. Lors des deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront emporter au moins les deux-tiers des voix exprimées à ladite Assemblée Générale. Les votes relatifs aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu de voter, a voté blanc ou nul ne sont pas pris en compte pour calculer la majorité. Cependant, la nationalité de la Société ne pourra être changée et les engagements de ses actionnaires tels qu'ils sont décris dans les Statuts ne pourront être augmentés qu'avec le consentement unanime des actionnaires et des obligataires, s'il y en a, ou tel que prévu dans toute Convention d'Actionnaires.

16.9 Un Actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant une autre personne (qui n'a pas besoin d'être un actionnaire) comme son mandataire par écrit que ce soit en original, par télécopie ou par e-mail contenant une signature électronique.

16.10 Tout Actionnaire pourra participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par d'autres moyens similaires de communication par lesquels: (i) les actionnaires participant à l'assemblée pourront être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion pourront s'entendre et se parler, (iii) la transmission de l'Assemblée sera effectuée de manière continue, et (iv) les Actionnaires pourront délibérer correctement, et la participation à une assemblée par de tels moyens constituera une participation en personne à cette assemblée.

16.11 Le Président présidera l'Assemblée Générale. Si le Président n'est pas présent en personne, les Actionnaires éliront, avant de commencer toute délibération, un président pro tempore pour ladite Assemblée Générale. Le président de l'Assemblée Générale en question devra nommer un secrétaire et les actionnaires nommeront un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur de l'Assemblée Générale en question formeront le bureau de l'Assemblée Générale.

16.12 Le procès-verbal de l'Assemblée Générale sera signé par les membres du bureau de l'Assemblée Générale et par tout Actionnaire qui le souhaitera.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

16.13 Tant que Orco Property Group SA et / ou une de ses Sociétés Affiliées détiendra au moins 10% du total des Actions émises et en circulation, les questions suivantes requerront un vote positif de 100% des Actions présentes ou représentées:

(i) des changements importants de ces Statuts, sauf s'ils sont prévus dans toute Convention d'Actionnaires ou le Plan d'Affaires ou sauf s'ils sont requis pour donner effet à la Conversion de l'Option d'Achat;

(ii) toute proposition de dissoudre la Société ou d'engager toute autre procédure volontaire portant sur la liquidation, la réorganisation, le réajustement ou sur d'autres mesures en vertu de toute loi sur les faillites, l'insolvabilité ou autre ou le consentement par la Société à un décret ou à une ordonnance de redressement ou à tout dépôt d'une requête en vertu de cette loi ou à la nomination d'un administrateur provisoire, séquestre ou liquidateur ou toute autre action volontaire de la part de la Société dans le cadre de sa faillite, de sa réorganisation, de sa liquidation, de sa dissolution ou de la résiliation de son statut de société;

(iii) la fusion, la consolidation, la scission ou toute autre transformation de la Société, sauf si c'est prévu dans le Plan d'Affaires; et

(iv) la modification du capital social de la Société autorisé ou émis (à l'exclusion de tout changement dans le capital social devant être effectué au moyen d'une capitalisation proportionnelle des Prêts d'Actionnaires) ou l'émission d'Actions ou d'autres participation au capital à toute personne à l'exception de ce qui est prévu dans toute Convention d'Actionnaires.

16.14 Tant que Orco Property Group SA et / ou une de ses Sociétés Affiliées détiendra au moins 25% du total des Actions émises et en circulation, la détermination ou le paiement de toute indemnité à tout Administrateur, au Président ou à tout autre dirigeant de la Société, sauf stipulation expresse dans le Plan d'Affaire, requerra un vote positif de 100% des Actions présentes ou représentées.

16.15 Tant que Orco Property Group SA et / ou une de ses Sociétés Affiliées détiendra au moins 40% du total des Actions émises et en circulation, la nomination ou le changement de l'auditeur de la Société requerra un vote positif de 100% des Actions présentes ou représentées:

16.16 Tant que Orco Property Group SA et / ou une de ses Sociétés Affiliées détiendra au moins 49.9% du total des Actions émises et en circulation, les questions suivantes requerront un vote positif de 100% des Actions présentes ou représentées:

(i) l'approbation des comptes annuels; et

(ii) toute modification de la politique de distribution de la Société ou toute distributions ne satisfaisant pas la politique de distribution des profit définie à l'article 19.

17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1 er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année (l'Exercice Social).

18. Comptes annuels.

18.1 Chaque année, à la fin de l'exercice social, le Conseil dressera les comptes annuels de la Société dans la forme requise par la loi applicable.

18.2 Au plus tard un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil soumettra les comptes annuels de la Société ensemble son rapport ainsi que tous les autres documents qui pourront être requis par la loi au(x) réviseur(s) externe (s) de la Société qui dresseront/a leur/son rapport sur cette base.

18.3 Au plus tard 15 (quinze) jours avant l'Assemblée Générale annuelle, les comptes annuels de la Société, les rapports du Conseil et celui de l'auditeur de la Société, ainsi que tous les autres documents requis par la loi, seront mis à la disposition des Actionnaires au siège social de la Société et ceux-ci pourront les consulter durant les heures de bureau ordinaires.

19. Affectation des bénéfices.

19.1 Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent du capital social émis. Le solde du bénéfice net sera à la disposition de l'Assemblée Générale, ainsi que du Conseil, conformément à l'article 19.2.

19.2 Les Dividendes, s'ils sont payables, seront, dans le respect de la loi applicable, distribués au moment et au lieu fixés par le Conseil dans les limites de la décision de l'Assemblée Générale. Des dividendes intérimaires pourront être payés par le Conseil dans les conditions prévues par la Loi.

19.3 Sous réserve des lois applicables, après l'Ouverture du Projet et sous réserve de l'article 19.1, tous les Flux de Trésorerie Net de tout Exercice Financier devront être payés et distribués aux Actionnaires de la manière suivante et par ordre de priorité:

(i) d'abord, aux Actionnaires, en proportion de leurs Proportions du Capital respectives, jusqu'à ce que les Actionnaires aient reçu des distributions globales égales au plus élevé de (i) 120% de leur Apports en Capitaux et (ii) la somme de leurs Apports en Capitaux respectifs plus un rendement annuel composé de 12% (en excluant dans les deux cas les Data Trade Equity Contributions); et

(ii) par la suite, aux Actionnaires, au prorata de leurs participations respectives dans la Société.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

19.4 Dans les quinze (15) Jours Ouvrables de l'approbation des comptes de la Société pour un Exercice Social, la Société devra, dans la mesure maximale permise par la loi, distribuer aux Actionnaires leurs part respective (calculées conformément à l'article 19.3), le cas échéant, des Flux de Trésorerie Net de la Société pour ledit Exercice Social.

Pour éviter tout doute, les montants apportés par l'Actionnaire B en lien avec les Data Trade Equity Contributions ne seront pas attachés à des Actions spécifiques mais se cumuleront et seront distribuées au Actionnaires proportionnellement et conformément aux termes de cet article 19.

20. Auditeur. A moins qu'il ne soit obligatoire pour la Société d'être auditée par un réviseur d'entreprise agréé ou que l'Assemblée Générale décide de nommer un réviseur d'entreprise agréé au lieu d'un commissaire aux comptes, la Société sera auditée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'Assemblée Générale pour une période de nomination ne dépassant pas six ans.

21. Dissolution et Liquidation. La Société pourra être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée en conformité avec les exigences énoncées à l'article 16.13. Dans le cas d'une dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale décidant de cette liquidation. Ladite Assemblée Générale devra également déterminer les pouvoirs et la rémunération du / des liquidateur(s)

22. Loi applicable. Toutes les questions qui ne sont pas expressément régies par ces Statuts seront réglées conformément à la Loi.

23. Règlement des différends. Sauf dans les matières réservées par la loi à la compétence de l'ordre judiciaire, tous les différends nés de ou en lien avec ces Statuts entre les Actionnaires et/ou la Société et/ou les Administrateurs et/ou tous dirigeants ou organes de la Société seront finalement résolus conformément aux Règles de la Chambre Internationale de Commerce par un tribunal arbitral composé de trois arbitres nommés conformément aux Règles de la Chambre Internationale de Commerce. Le siège de l'arbitrage sera Luxembourg-ville, Grand Duché du Luxembourg et l'arbitrage sera mené en anglais.

24. Définitions. Actionnaire de Classe A signifie le détenteur d'Actions de Classe A;

Actionnaire de Classe B signifie le détenteur d'Actions de Classe B;

Actionnaires signifie les personnes qui détiennent périodiquement des Actions;

Actions signifie les Actions de Classe A et les Actions de Classe B de la Société;

Actions de Classe A signifie les actions A de la Société;

Actions de Classe B signifie les actions B de la Société;

Administrateur A signifie un administrateur qui dispose d'un pouvoir de signature A et qui a été nommé par l'Assemblée Générale sur proposition de l'Actionnaire de Classe A;

Administrateur B signifie un administrateur qui dispose d'un pouvoir de signature B et qui a été nommé par l'Assemblée Générale sur proposition de l'Actionnaire de Classe B;

Administrateurs signifie les Administrateurs A et B de la Société et Administrateur signifie l'un de ceux-ci;

Apports en Capitaux signifie toutes les sommes versées par les Actionnaires (ou une de leurs Sociétés Affiliées respectives) à la Société, que ce soit en espèces, en nature ou par le biais de Prêts d'Actionnaires (capitalisés ou non) avec les intérêts échus;

Assemblée Générale signifie chaque assemblée générale des Actionnaires;

Cédant a le sens qui lui est donné à l'article 7.4.2;

Cession a le sens qui lui est donné à l'article 7.2.1;

Changements Importants au Plan d'Affaire a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Contrôle signifie à l'égard de toute entité, la capacité, directement ou indirectement, de diriger ou de provoquer la direction des politiques et la gestion d'une telle entité, que ce soit à travers la propriété de valeurs mobilières, par un contrat ou autrement, à condition que ni la Société ni aucun Membre du Groupe de la Société ne puisse être considéré comme une Société Affiliée d'un Actionnaire; et «Contrôlé» et «Contrôlant» doivent être interprétés en conséquence;

Conventions Accessoires a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Conversion de l'Option d'Achat signifie la conversion de toutes les Actions de Classe A qui font l'objet de l'Option d'Achat en Actions de Classe B, dans l'intention qu'aucune Action de Classe A ne soit détenue par le bénéficiaire de l'Option d'Achat;

Convention d'Actionnaires signifie toute convention d'actionnaires qui pourra être conclue entre les actionnaires à l'égard de la Société de temps à autre;

Convention d'Acquisition de la Société Immobilière a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Convention de Gestion U-R signifie les conventions de gestion devant être conclues entre Rodamco Ceskâ republika, s.r.o. et la Société Immobilière;

Convention d'Investissement a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Conseil signifie le conseil d'administration de la Société;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Data Trade Equity Contributions signifie le financement prévu et défini par toute Convention d'Actionnaires: (i) fait par l'Actionnaire de Classe B au moyen d'un apport au compte 115 de la Société ou (ii) de tout autre mécanisme d'apports similaire;

Date de Réalisation de l'Obligation de Suite a le sens qui lui est donné à l'article 7.7.3;

Destinataire a le sens qui lui est donné à l'article 7.4.2;

DO signifie DO, celui-ci étant l'Administrateur-Délégué de la Société;

Escrowed Earn-Out a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Escrowed Earn-Out Account a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Exercice Social a le sens qui lui est donné à l'article 17;

Flux de Trésorerie Net a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Gages a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Groupe de la Société signifie la Société, la Société Immobilière et chacune de leurs Filiales de temps à autre;

Jours Ouvrables signifie un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Prague, Paris et Luxembourg et exercent la gamme complète de leurs activités;

Loi signifie la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

Matières Réservées au Conseil signifie les sujets énumérés à l'article 14 de ces Statuts pour lesquels les décisions doivent être prises par le vote positif d'au moins un Administrateur A et d'un Administrateur B;

Membre du Groupe de la Société signifie n'importe quel membre du Groupe de la Société;

Membre du Groupe U-R signifie toute filiale de Unibail-Rodamco SE;

Notification de Cession a le sens qui lui est donné à l'article 7.4.2;

Notification de Droit de Suite a le sens qui lui est donné à l'article 7.6.1;

Notification d'Obligation de Suite a le sens qui lui est donné à l'article 7.7.2;

Offre d'Acquisition a le sens qui lui est donné à l'article 7.7.1;

Option d'Achat a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires;

Ouverture du Projet signifie l'ouverture du Projet au public;

Participation à Vendre a le sens qui lui est donné à l'article 7.4.1;

Participation dans la Société signifie, à l'égard de chaque Actionnaire, le droit, le titre et la participation de cet Actionnaire dans toutes les Actions détenues par cet Actionnaire (ou l'une de ses Sociétés Affiliées) et tous les Prêts d'Actionnaires fournis par cet Actionnaire (ou l'une de ses Sociétés Affiliées) à la Société ou à tout Membre du Groupe de la Société;

Période d'Indisponibilité a le sens qui lui est donné à l'article 7.2.1;

Plan d'Affaires signifie le plan d'affaires tel que convenu entre les Actionnaires de temps à autre en accord avec le Plan d'Affaires;

Président signifie le président du Conseil nommé selon la procédure décrite à l'article 8.3;

Prêts d'Actionnaires signifie les prêts d'actionnaires faits par chacun des actionnaires (et ses Sociétés Affiliées) à la Société ou, le cas échéant et s'il y a lieu, à tout autre Membre du Groupe de la Société;

Prix de Cession a le sens qui lui est donné à l'article 7.4.2;

Projet signifie le développement d'un centre commercial sur le Terrain BD (et dans la mesure du possible, sur le Terrain Adjacent), visant une superficie locative totale de vente au détail d'au moins 56.000 mètres carrés;

Proportions du Capital signifie, en ce qui concerne chacun des Actionnaires, la proportion de temps à autre des Apports en Capitaux effectués par cet Actionnaire (et chacune de ses Sociétés Affiliées), divisée par le total de tous les Apports en Capitaux qui auront été faits par l'ensemble des Actionnaires (et leurs Sociétés Affiliées respectives);

Propriété signifie tous les droits, titres et intérêts de la Société Immobilière dans le et au Terrain BD et, après l'acquisition par la Société Immobilière, dans le et au Terrain Adjacent;

Résolutions Ecrites a le sens qui lui est donné à l'article 9.5;

Société Affiliée signifie, à l'égard de n'importe quelle entité, une autre entité qui, directement ou indirectement, par le biais d'un ou plusieurs intermédiaire, Contrôle, est Contrôlée par, ou est sous le Contrôle commun avec une telle entité;

Société Immobilière signifie Beta Development,, s.r.o., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de la République Tchèque, avec son siège social à Prague 1, Na Porici 1047/26, Code Postal 110 00, la République Tchèque, le numéro d'identification 279 105 80, immatriculée au Registre de Commerce tenu par le Tribunal Municipal de Prague, section C, insertion 125882;

Statuts signifie les présents statuts de la Société;

Sûreté signifie une hypothèque, une sûreté réelle, un nantissement, un gage, une option, une restriction, un droit de premier refus, un droit de préemption, un droit ou intérêt d'un tiers (y compris par voie de bail ou autrement), une autre sûreté ou garantie de toutes sortes, ou un autre type d'arrangement préférentiel (y compris, sans limitation, un transfert de titre ou une convention de rétention) ayant des effets similaires;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Terrain Adjacent signifie le terrain devant être séparé des parcelles existantes No 2420/2, 2415/1, 2421, 2424/2, 2424/1 (telles qu'enregistrées dans le Registre Cadastral pour la zone cadastrale de Holesovice, la Ville de Prague), de façon à ce qu'il soit délimité (a) au sud par la limite nord du Terrain BD, (b) à l'est par la rue Argentinskâ et la zone piétonnière adjacente (ou, plus précisément, par les terrains détenus par la Ville de Prague ou la municipalité de Prague 7), (c) à l'ouest par la nouvelle rue Brazilskâ devant être construite et la zone piétonnière adjacente (le cas échéant) et (d) au nord par la limite sud de la future route (n'étant pas comprise dans le Terrain Adjacent) presque perpendiculaire à la rue Argentinskâ, située au sud de la station de pompage protégée sur la parcelle No. 2422; et

Terrain BD signifie les parcelles de terrain No. 2424/2, 2423, 2459, 2460, 2415/31, 2415/34, 2458, 2420/1, 2457, 2456, 2415/4, 2461, 2462, 2463 et 2418, toutes situées dans la zone de castrale de Holesovice, municipalité de Prague, telles qu'actuellement enregistrées sur l'acte de propriété No. 1142 et la parcelle supplémentaire, conformément à toute Convention d'Actionnaires, du terrain No. 2415/11, située dans la zone cadastrale de Holesovice, municipalité de Prague, telle qu'actuellement enregistrée sur l'acte de propriété No. 5500, pourvu que, aux fins de l'article 4.1, cette parcelle de terrain supplémentaire ne soit comprise, en aucun cas, dans l'objet social de la Société."

Troisième résolution

L'Assemblée a décidé d'autoriser et de donner pourvoir à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement au nom et pour le compte de la Société, de veiller à et accomplir toutes les formalités nécessaires auprès des autorités Luxembourgeoises compétentes en relation avec les résolutions ci-dessus, en ce compris mais non limité au dépôt des documents auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et généralement d'accomplir toutes autre action qui peut être nécessaire ou utile aux résolutions ci-dessus.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à la suite du présent acte, s'élève à approximativement mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Le notaire instrumentaire, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties comparantes, il est déclaré qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Bureau, le Bureau, avec le notaire, a signé le présent.

Signé: Hermelinski, Cubizolles, Delfanne, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25 avril 2013. Relation: EAC/2013/5520. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013072276/1222.

(130088660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Falcon MULTILABEL SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 92.052.

—

Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre vom 17. Mai 2013 hat beschlossen:

1. die Kooptation mit Wirkung zum 1. September 2012 von Herrn Alfred BRANDNER, Pelikanstrasse 37, CH-8021 Zürich in Ersetzung von Herrn Daniel MALKIN, der am 1. September 2012 zurückgetreten war, zu ratifizieren;

2. die Herren:

- Alfred BRANDNER, Pelikanstrasse 37, CH-8021 Zürich

- David PINKERTON, Pelikanstrasse 37, CH-8021 Zürich

- Harald STEINBICHLER, Haymogasse 96, A-1230 Wien

als Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung, die über den Jahresabschluss für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2013 entscheidet, zu ernennen;

3. PricewaterhouseCoopers S.à r.l., mit Sitz in Luxemburg als Wirtschaftsprüfer bis zur nächsten jährlichen Hauptversammlung, die über den Jahresabschluss für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2013 entscheidet, zu ernennen.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Luxemburg, den 4. Juni 2013.

Für Falcon Multilabel SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013071888/23.

(130089109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

RBR Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 170.587.

—

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Jacqueline Siebenaller / Georges Beckene

Référence de publication: 2013072165/11.

(130088798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

RPO GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 177.626.

—

STATUTES

In the year two thousand thirteen.

On the twenty-fifth day of April.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The company K-DEVELOPPEMENT, a société par actions simplifiée duly incorporated and existing under French law, having its registered office in 5 e étage, 23 bis avenue de Messine, F-75008 Paris, registered with the R.C.S. Paris under number 447 882 002,

duly represented by Mrs Ekaterina DUBLET, jurist, residing professionally in Junglinster,

by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as above stated, has drawn up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10 th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in the Grand Duchy of Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The company can also act as manager or director of other entities, including investment funds.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The private limited liability Company will have the name "RPO GP S.à r.l.".

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg-City.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The corporate capital of the company is fixed at EUR 12,500.-(twelve thousand five hundred Euro) divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers who need not to be shareholders.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance").

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of an A category manager and a B category manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are physically present. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1 st of April and ends on the 31 st of March.

Art. 16. Each year, with reference to 31 st of March, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate on the 31 st of March 2014.

Subscription and Payment of the shares

The share have been fully subscribed by K-DEVELOPPEMENT, above named, which is the sole partner of the company.

All the share have been totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Extraordinary general meeting

The sole shareholder, representing the entire corporate capital and considering itself duly convened has immediately proceeded to an extraordinary general meeting and has resolved:

1.- The registered office is established at 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

2.- The meeting appoints as managers, for unlimited duration:

A category managers:

- Mr François PINEL de GOLLEVILLE, born on 19 January 1980 in Rouen (France), residing at 24, rue Desbordes, F-75116 Paris;

- Mr Michele MEZZAROBBA, born on 25 September 1967 in Sacile (Italy), residing at 10, rue du Sentier, F-75002 Paris;

B category managers:

- Mr Alain HEINZ, born on 17 May 1968 in Forbach (France), residing professionally at 121 avenue de la Faiencerie L-1511 Luxembourg;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- Mr Alain PEIGNEUX, born on 27 February 1968 in Huy (Belgium), residing professionally at 283, route d'Arlon L-8011 Strassen.

3.- The company shall be be validly bound by the joint signature of an A category manager and a B category manager.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, declares herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary, by surnames Christian name, civil status and residence, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil treize.

Le vingt-cinq avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société K-DEVELOPPEMENT, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 5 e étage, 23 bis avenue de Messine, F-75008 Paris, immatriculée auprès de R.C.S. Paris sous le numéro447 882 002,

ici représentée par Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement à Junglinster,

spécialement mandatée à cet effet par une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer:

Art. 1 er . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations et la détention de participations dans toutes entreprises du Grand-Duché du Luxembourg ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ses participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés dans quelque forme que ce soit.

La Société peut encore accepter le mandat d'un gérant ou d'un administrateur dans d'autres sociétés, y compris les fonds d'investissement.

Elle peut employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

Elle peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société à responsabilité limitée aura la dénomination «RPO GP S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un euro (1,- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'à tout le moins deux de ses membres soient physiquement présents. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par tous les gérants présents à la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Ces résolutions pourront être documentées par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé (s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier avril et se termine le trente et un mars.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 16. Chaque année, au trente et un mars, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 mars 2014.

Souscription et Libération des parts sociales

Toutes les parts sociales ont été souscrites par K-DEVELOPPEMENT, pré-qualifiée, qui est l'associé unique de la société.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoquée, s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

2.- L'assemblée désigne comme gérants de la société, pour une durée indéterminée:

Gérants de catégorie A:

- Monsieur François PINEL de GOLLEVILLE, né le 19 janvier 1980 à Rouen (France), demeurant au 4, rue Desbordes, F-75116 Paris;

- Monsieur Michele MEZZAROBBA, né le 25 septembre 1967 à Sacile (Italy), demeurant au 10, rue du Sentier, F-75002 Paris;

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Alain HEINZ, né le 17 mai 1968 à Forbach (France), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg;

- Monsieur Alain PEIGNEUX, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), demeurant professionnellement au 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen.

3.- La société est valablement engagée par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Ekaterina DUBLET, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 mai 2013. Relation GRE/2013/1868. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013072171/307.

(130088534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

Naya Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 290.000,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 146.245.

—

Extrait des Résolutions de l'Associé unique prises le 2 mai 2013

Il résulte des résolutions de l'Associé unique prises en date du 2 mai 2013 que la démission de John Scerbo en tant que Gérant de catégorie A a été acceptée et que James Simmons, Vice President of Finance, né le 28 mars 1984 dans le Connecticut (Etats-Unis d'Amérique), et ayant son adresse professionnelle au 599, West Putnam Avenue, Greenwich, CT 06830 (Etats-Unis d'Amérique), a été nommé Gérant de catégorie A avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Pour NAYA LUXCO SARL

Francis Zéler

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2013072097/16.

(130088905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

TS Koenigsallee Holdings LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.404.

—

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth of May.

Before Us, Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

TS Koenigsallee Holdings (GP) S.à r.l. & Partners, S.C.S., a limited partnership (société en commandite simple) established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) and registered with the Luxembourg Trade and Company Register under the number B 110954,

here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 30, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "TS Koenigsallee Holdings LP S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123404, established pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated December 22, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 342, dated March 9, 2007, and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, prenamed, dated October 13, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2301 dated November 24, 2009.

II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25,00) each.

III. The sole shareholder resolves to take the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to dissolve anticipatively the Company and to put the Company into liquidation.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Second resolution

The sole shareholder resolves to appoint Mr. Marcel Stephany, accountant, having his professional address at 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, Grand Duchy of Luxembourg, as liquidator of the Company, as liquidator of the Company.

The liquidator shall have the most extended powers as provided by articles 144 to 148bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended. He may carry out all the deeds provided by article 145 without previous general meeting authorization if required by law.

All powers are granted to the liquidator to represent the Company for all operation being a matter of liquidation purpose to realize the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the Company to the shareholders, in kind or in cash.

The said person may in particular, without the following enumeration being limitative, sell, exchange and alienate all either movable or immovable properties and all related rights, and alienate the said property or properties if the case arises, grant release with waiver of all chattels, charges, mortgages and actions for rescission, of all registrations, entries, garnishments and attachments, absolve the registrar of mortgages from automatic registration, accord all priorities of mortgages and of charges, concede priorities of registration, make all payments even if they are not ordinary administrative payments, remit all debts, compound and compromise on all matters of interest to the Company, extend all jurisdictions, and renounce remedies at law or acquired rights of prescription.

Third resolution

The sole shareholder resolves to give full discharge to the members of the board of managers of the Company for the execution of their mandate until the date of the present meeting unless if the liquidation lets appear faults in the execution of their duty.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to appoint Headstart Management Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg law, having its registered office at 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155181, as liquidation auditor.

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to acknowledge the liquidation requirements on the Liquidation Auditor, in accordance with article 151 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which ill have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at mille trios cents euros (EUR 1.300,-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatorzième jour de mai.

Par-devant Nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

TS Koenigsallee Holdings (GP) S.à r.l. & Partners, S.C.S., une société en commandite simple établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500,00) et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110954,

ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 30 avril 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «TS Koenigsallee Holdings LP S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 123404, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 342, en date du March 9, 2007, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Joseph Elvinger, prénommé, en date du 13 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2301, en date du 24 novembre 2009.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500,00) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,00) chacune.

III. L'associé unique décide de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de procéder à la dissolution anticipée de la Société et à sa mise en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de nommer M. Marcel Stephany, expert-comptable, ayant son adresse professionnelle au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que liquidateur de la Société, en tant que liquidateur de la Société.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amandé. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la Société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la Société aux associés, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens tant meubles qu'immeubles et tous droits y relatifs; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils n'étaient pas des paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Troisième résolution

L'associé unique décide de donner pleine décharge aux membres du conseil de gérance de la Société pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de cette assemblée, sauf si la liquidation fait apparaître des fautes dans l'exécution de tâches qui leur incombaient.

Quatrième résolution

L'associé unique décide de nommer Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) et immatriculée après du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155181, en tant que commissaire à la liquidation.

Cinquième résolution

L'associé unique décide de reconnaitre les des exigences requises pour le commissaire à la liquidation, conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Esch/Alzette, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 mai 2013. Relation: EAC/2013/6510. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013072268/143.

(130088502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

KHB Bahnhofstrasse 15-17 Beteiligung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 159.988.

—

Auszug aus dem Kauf- und Abtretungsvertrag über Gesellschaftsanteile der Gesellschaft vom 31. Mai 2013

Aufgrund eines Kauf- und Abtretungsvertrags über Gesellschaftsanteile der Gesellschaft vom 31. Mai 2013 haben sich folgende Änderungen in der Teilhaberstruktur der Gesellschaft ergeben:

- Censi Holding A S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxemburg unter der Nummer B 159.894 hält mit Wirkung zum 31. Mai 2013 an der Gesellschaft folgende Anteile: 1.250 Klasse A Anteile

- Censi Holding B S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxemburg unter der Nummer B 159.900 hält mit Wirkung zum 31. Mai 2013 an der Gesellschaft folgende Anteile: 0 Anteile

- Kaufhaus Immobilien Holding A S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxemburg unter der Nummer B 172.676 hält mit Wirkung zum 31. Mai 2013 an der Gesellschaft folgende Anteile: 5.000 Klasse A Anteile

- Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxemburg unter der Nummer B 172.683 hält mit Wirkung zum 31. Mai 2013 an der Gesellschaft folgende Anteile: 5.000 Klasse B Anteile

- BSG Real Estate (Netherlands) I B.V. eine besloten vennootschap (niederländische Gesellschaft mit beschränkter Haftung), mit Sitz in Haaksbergweg 59, 1101 BR Amsterdam Zuidoost, Niederlande, eingetragen im Handelsregister Amsterdam unter der Nummer 56642482 hält mit Wirkung zum 31. Mai 2013 an der Gesellschaft folgende Anteile: 1.250 Klasse B Anteile

Référence de publication: 2013072025/27.

(130088464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2013.

FCS Gestion GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 155.338.

—

L'an deux mil treize, le quinze mai.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

A comparu:

- Monsieur Francisco Javier AGURRUZA TABERNA, Administrateur de Sociétés, né à Donostia-San Sebastian/Guipúzcoa (Espagne), le 14 janvier 1950, demeurant professionnellement à C/Ruiz de Alarcón, 13, 28014 Madrid (Espagne),

ici représenté par Monsieur Christophe FENDER, administrateur de Sociétés, demeurant à L-1274, Howald, 23, rue des Bruyères, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 27 septembre 2012.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, par son mandataire, expose au notaire instrumentant:

- Que la société à responsabilité limitée FCS Gestion GP, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 43, boulevard Prince Henri, (la «Société») a été constituée sous la dénomination de «A&T Gestion GP S.àr.l.» suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 31 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2236 du 20 octobre 2010;

- Qu'elle a été modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 29 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2522 du 19 octobre 2011;

- Qu'elle est inscrite au registre de commerce et des sociétés sous la section B numéro 155.338;

- Qu'elle a un capital de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400.-), divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales de cent euros (100.-€) chacune.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- Que le comparant est le seul et unique associé représentant l'intégralité du capital social de la Société, en vertu d'une cession de parts sous seing privé aux termes de laquelle la société FCS IBERIA-LATAM, S.L. a cédé l'intégralité de ses cent vingt-quatre (124) parts sociales dans la Société au comparant, en date du 24 mai 2012,

une copie conforme de laquelle restera, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Sont intervenus aux présentes:

- Monsieur Francisco Javier AGURRUZA TABERNA, prénommé,

- Monsieur Christian Jean Jacques LEFEVRE, Administrateur de Sociétés, né à Marseille (France), le 19 février 1954, demeurant professionnellement à avenue des Caillols, 50, F-13012 Marseille (France),

- Monsieur Jaime AGURRUZA FATOSME, Administrateur de Sociétés, né à Madrid, le 14 février 1978, demeurant à C/Ruiz de Alarcón, 13, 28014 Madrid (Espagne),

- Monsieur Luc SÜNNEN, Administrateur de Sociétés, né à Luxembourg, le 22 décembre 1961, demeurant à 23, rue des Bruyères, L-1274, Howald, Grand-Duché de Luxembourg, et

- Monsieur Christophe FENDER, Administrateur de Sociétés, né à Strasbourg, le 10 juillet 1965, demeurant à 23, rue des Bruyères, L-1274, Howald, Grand-Duché de Luxembourg;

agissant en leur qualité de gérants de la Société,

Messieurs Francisco Javier AGURRUZA TABERNA, Christian Jean Jacques LEFEVRE, Jaime AGURRUZA FATOSME, Luc SÜNNEN, ici représentés par Monsieur Christophe FENDER, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 27 septembre 2012.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire des intervenants et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui,

Lesquels, ès-qualité qu'ils agissent, déclarent accepter la susdite cession au nom et pour compte de la Société, conformément à l'article 1690 nouveau du Code civil.

Ils ont encore déclaré n'avoir entre leurs mains aucune opposition ou empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Ensuite le comparant, unique associé de la Société, s'est réuni en lieu et place de l'assemblée générale et a requis le notaire instrumentant d'acter ses résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide, en conséquence de la cession de parts ci-avant mentionnée, d'adapter l'article 5 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400.-€), divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales de cent euros (100.-€) chacune, entièrement libérées.

Toutes les parts sociales sont attribuées à l'associé unique Monsieur Francisco Javier AGURRUZA TABERNA.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.»

Deuxième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 9 afférent des statuts comme suit:

« **Art. 9.** Pour engager valablement la société, la signature conjointe de deux gérants est requise. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Le ou les gérants peuvent déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, associé ou non.»

Troisième résolution

L'associé unique décide de créer deux catégories de gérants, une catégorie A et une catégorie B.

Quatrième résolution

L'associé unique décide de nommer pour une durée indéterminée:

1) gérants de catégorie A:

- Monsieur Jaime AGURRUZA FATOSME, Administrateur de Sociétés, né à Madrid, le 14 février 1978, demeurant à C/Ruiz de Alarcón, 13, 28014 Madrid (Espagne);

- Monsieur Francisco Javier AGURRUZA TABERNA, Administrateur de Sociétés, né à Donostia-San Sebastian/Guipúzcoa (Espagne), le 14 janvier 1950, demeurant professionnellement à C/Ruiz de Alarcón, 13, 28014 Madrid (Espagne);

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- Monsieur Christian Jean Jacques LEFEVRE, Administrateur de Sociétés, né à Marseille (France), le 19 février 1954, demeurant professionnellement à Avenue des Caillols, 50, F-13012 Marseille (France);

2) gérants de catégorie B:

- Monsieur Luc SÜNNEN, Administrateur de Sociétés, né à Luxembourg, le 22 décembre 1961, demeurant à 23, rue des Bruyères, L-1274, Howald, Grand-Duché de Luxembourg;

- Monsieur Christophe FENDER, Administrateur de Sociétés, né à Strasbourg, le 10 juillet 1965, demeurant à 23, rue des Bruyères, L-1274, Howald, Grand-Duché de Luxembourg;

Vis-à-vis des tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe d'un gérant de la catégorie A et d'un gérant de la catégorie B.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour le présent procès-verbal est clos.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à 1.250,- €.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Fender, M.Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 mai 2013. Relation: LAC/2013/22767.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, Délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 4 juin 2013.

Référence de publication: 2013072670/100.

(130089470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2013.

ArcelorMittal Sourcing, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 59.577.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013072405/9.

(130089305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2013.

Almacantar Kingsway S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 101.386.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013072397/9.

(130090164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2013.

ABL Patent Licensing Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 136.313.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013072410/9.

(130089367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2013.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg
Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck